

Préfecture des Cotes d'Armor  
9, Rue du Sabot  
22440 PLOUFRAGAN

## DEMANDE D'ENREGISTREMENT D'UNE INSTALLATION CLASSEE D'ELEVAGE – ANNEXES TECHNIQUES AU CERFA ENREGISTREMENT

### Elevage de 200 Vaches Laitières Soumis à Consultation du Public

Elevage de BOVINS Rubrique n°2101-2b

Articles L 512-7 et suivants du code de l'environnement

Articles R 512-46-1 et suivants du code de l'environnement



Arrêté technique du 27 décembre 2013

**GAEC DE LA CROIX PIERRE**

**Caulan**

**22230 LE LOSCOUET SUR MEU**

LE LOSCOUET SUR MEU, le 13/07/2021

M. TREGOUET Mickaël Associé 	M. TREGOUET Olivier, Associé 		
---	--	--	--

## SOMMAIRE

1.	PIECE JOINTE N° 1 : PLAN AU 1/25000 è .....	4
2.	PIECE JOINTE N° 2 : PLAN DE SITUATION AU 1/2000è .....	5
3.	PIECE JOINTE N°3 : PLAN DE MASSE AU 1/500è .....	7
4.	PIECE JOINTE N° 4 : COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME.....	8
5.	PIECE JOINTE N° 5 : COMPATIBILITE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES .....	8
6.	PIECE JOINTE N° 5 : CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES .....	9
6.1.	<b>La partie technique</b> .....	9
6.2.	<b>La partie financière</b> .....	9
7.	PIECE JOINTE N° 6 JUSTIFICATIF DE LA CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	10
7.1.	ELEVAGE, BATIMENTS ET STOCKAGES .....	10
7.1.1.	Fonctionnement de l'élevage et capacité de production après projet (Art 1).....	10
7.1.2.	<b>Intégration du projet dans le paysage et distances d'implantation- et infrastructures agro-écologiques-(Art 5-6-7)</b> .....	11
7.1.3.	Caractéristiques des bâtiments et annexes– art 11 .....	16
7.2.	EVALUATION DES BESOINS EN STOCKAGE .....	16
7.2.1.	Collecte et Stockage des effluents .....	16
7.2.1.1.	<i>Descriptif du réseau de collecte des effluents</i> .....	16
7.2.1.2.	<i>Evaluation des besoins en stockage (Art 23)</i> .....	17
7.2.1.3.	<i>Calcul des besoins en stockage (Art 23)</i> .....	18
7.4.	<b>EMISSIONS DANS L'EAU ET DANS LES SOLS</b> .....	22
7.4.1.	<b>Compatibilité du projet au SDAGE, SAGE, et Directive Nitrates (Art 16)</b> .....	22
	Le SAGE fixe des enjeux et des objectifs en matière de : .....	26
	Milieus naturels.....	26
	Qualité de l'eau. ....	26
	Inondations .....	26
	Eau potable .....	26
7.4.2.	<b>Approvisionnement en eau (Art 17-18)</b> .....	31
7.4.3.	<b>Gestion du pâturage (Art 22)</b> .....	33
7.4.4.	<b>Rejet des eaux pluviales (Art. 24)</b> .....	34
7.4.5.	<b>Traitement des effluents / compostage –art 26 et 28 à 30</b> .....	34
7.4.6.	<b>La gestion des effluents par l'épandage-art 27 et suivants</b> .....	35
7.4.7.	<b>Dimensionnement du plan d'épandage</b> .....	38
7.4.7.1.	<b>La production d'effluents en valeur NPK</b> .....	38

7.4.7.2. <i>Déjections animales importées et exportées</i> .....	38
7.5. Emissions dans l'air-art 31 .....	43
7.5.1. Les sources d'odeurs.....	43
7.5.2. Mesures prises contre les odeurs, les gaz et les poussières sur l'élevage.....	45
7.5.3. Mesures prises contre les odeurs liées au lisier avant et pendant les périodes d'épandage .....	46
7.6. Bruits – art 32.....	46
7.6.1. Les sources .....	46
7.6.2. Les mesures prises .....	48
7.7. Déchets – art 32 .....	48
7.7.1. Les sources et le stockage des déchets à la production .....	48
7.7.2. L'élimination des déchets.....	49
8. SIGNATURE DES PETITIONNAIRES .....	51
9. ANNEXES.....	52

## 1. PIECE JOINTE N° 1 : PLAN AU 1/25000 è

La commune du LOSCOUET SUR MEU se situe dans département des COTES D'ARMOR en limite avec le département de l'Ille et Vilaine et du Morbihan.



Le village de « Caulan » est situé au Nord du bourg de LOSCOUET SUR MEU.



## 2. PIECE JOINTE N° 2 : PLAN DE SITUATION AU 1/2000è

### Siège et Site 1 : « Caulan » - LE LOSCOUET SUR MEU



N° BATIMENT	SITUATION ACTUELLE	SITUATION PROJET
<b>B1</b>	48 G1 + 30 G2 AP + AE raclée en fumière	30 Vaches Taries – AP intégrale
<b>B2</b>	140 VL Logettes lisier	145 VL logettes lisier 25 VL AP –AE raclée fumière
<b>B3</b>	43 G0+17G1 Logettes fumier	50 G1 logettes fumier
<b>B4</b>	12 Veaux d'élevage 2-6 mois Cases collectives fumier	10 Veaux d'élevage 2-6 mois Cases collectives fumier
<b>B5</b>	100 Veaux label-Bretanin Cases collectives fumier	100 Veaux label-Bretanin Cases collectives fumier
<b>STO1</b>	1326 m3 – circulaire NC	1326 m3 – circulaire NC
<b>STO2</b>	700 m3 – rectangulaire NC	700 m3 – rectangulaire NC
<b>STO3</b>	35 m3 – rectangulaire couverte	35 m3 – rectangulaire couverte
<b>STO4</b>	60 m3 – rectangulaire couverte	60 m3 – rectangulaire couverte
<b>STO5</b>	2000 m3 – géomembranne	2000 m3 – géomembranne
<b>FUM1</b>	210 m² - 3 murs 2ml	210 m² - 3 murs 2ml
<b>FUM2</b>	56 m² - 3 murs 2ml	56 m² - 3 murs 2ml

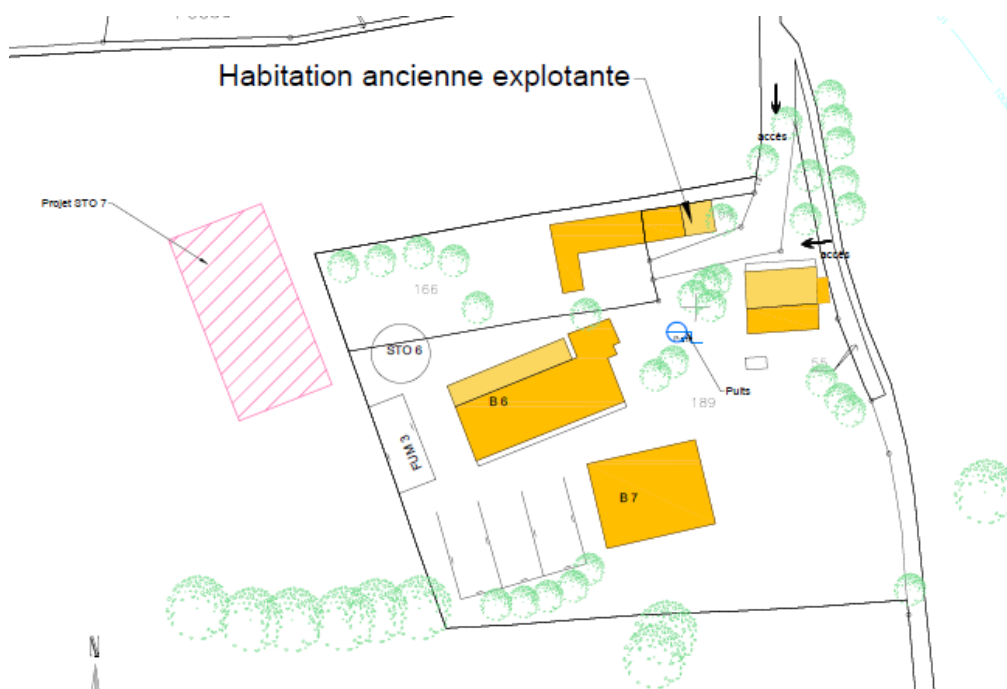
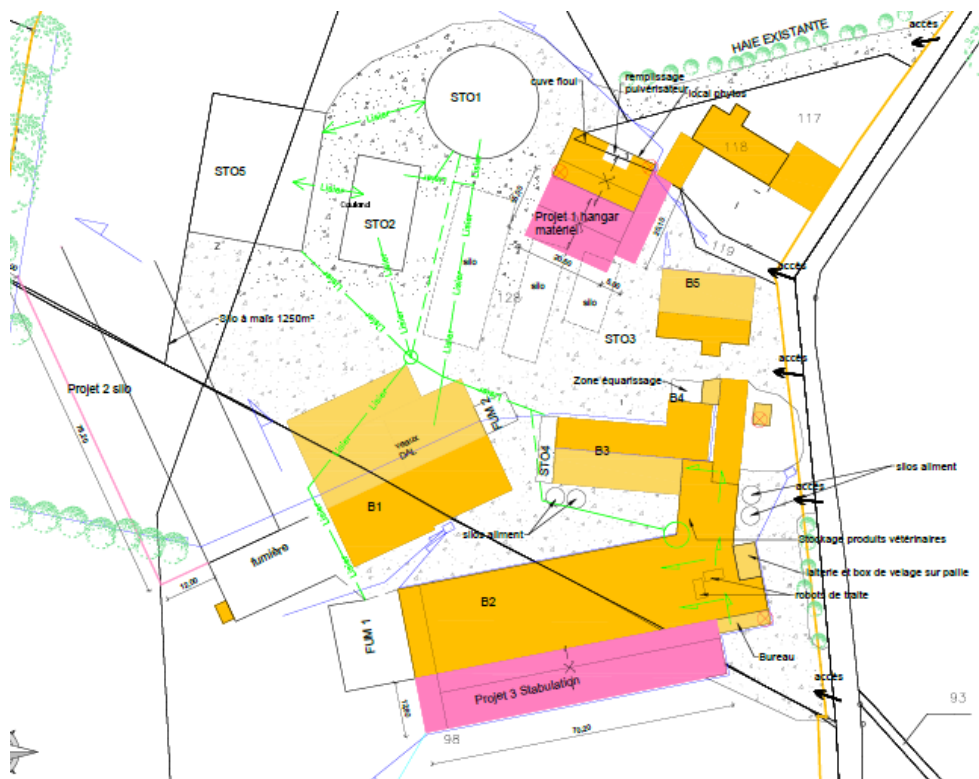


Le GAEC de la CROIX PIERRE vient de reprendre une exploitation sur la même commune au lieu-dit « les champs Potiers » à quelques kilomètres du siège.



N° BATIMENT	SITUATION ACTUELLE	SITUATION PROJET
<b>B6</b>	46 VL AP + AE raclée en fumière	30 G1 AP + AE raclée en fumière
<b>B7</b>	13 G0+22 G1+5G2 AP intégrale	70 G0 AP intégrale
<b>FUM3</b>	170 m² 3 murs de 2 ml	170 m² 3 murs de 2 ml
<b>STO6</b>	284 m3 utiles -350 m3 réels	284 m3 utiles -350 m3 réels
<b>STO7</b>		PROJET poche à lisier : 1327 m3 utiles – 1500 m3 réels

### 3. PIECE JOINTE N°3 : PLAN DE MASSE AU 1/500è



#### 4. PIECE JOINTE N° 4 : COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME

Une demande de permis est demandée pour ce projet (extension de la stabulation + silo ensilage) afin de loger les 200 VL sur le site de Caulan. En effet, suite à la reprise de l'exploitation de l'EARL LEFRANC au lieu-dit « les Champs Potier », le cheptel Vaches Laitières va être transféré sur le site de « Caulan ». Il n'y aura plus que des génisses dans les bâtiments sur le site repris. Une poche à lisier va être installée sur le site « les Champs Potier » afin d'avoir une meilleure gestion des stockages, notamment pendant la période hivernale.

La commune de LOSCOUET SUR MEU fait partie de la communauté de communes de LOUDEAC COMMUNAUTE – BRETAGNE CENTRE.

Les règles d'urbanisme local, les règles relatives à la sécurité, la salubrité, l'alignement, la protection des monuments historiques et des sites naturels seront respectées. La commune est dotée d'un PLU.

**Les bâtiments sont situés sur la parcelle N° 98 Section ZL- Commune de LOSCOUET SUR MEU**

#### 5. PIECE JOINTE N° 5 : COMPATIBILITE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES

Type	Plan et Programme	Projet concerné oui/non	Zone la plus proche et remarques
MILEUX NATURELS	ZNIEFF Type 1	NON	Etang du LOSCOUET à 350 mètres
	ZNIEFF Type 2	Non	4 Km des parcelles de MUEL (Forêt de Paimpont)
	Réserve Naturelle	Non	RAS
	NATURA 2000	NON	RAS
	SCOT	OUI	SCOT LOUDEAC COMMUNAUTE approuvé le 3 Mars 2020
	Parcs Nationaux ou Régionaux	NON	Non concerné
EAU	Zone de Protection de captage	NON	RAS
	SDAGE	Oui	Compatibilité avec le SDAGE Loire Bretagne
	SAGE	Oui	Compatibilité avec le SAGE VILAINE
	PROGRAMME DIRECTIVE NITRATES	Oui	Compatibilité avec le programme en cours (6 <sup>ème</sup> ) Siège situé en ZV, ZAR, Hors 3B1, hors BV contentieux, Hors BV Algues Vertes
SYLVICULTURE	Directive Régionale	Non	Non concerné



MARITIME	Plans et Stratégies	Non	Non concerné
DECHETS	Elimination des déchets d'élevage	Oui	Déchetterie communautaire située à MERDRIGNAC
AUTRES	PAR – PAN	Oui	6 <sup>ème</sup> programme signé le 2 Août 2018

## 6. PIECE JOINTE N° 5 : CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

### 6.1. La partie technique

Cette exploitation est composée de 2 associés, deux frères (Mickaël et Olivier TREGOUET), en GAEC depuis un certain nombre d'années. Le GAEC a été créé en 1998 entre Mickaël et sa mère. En 2010, Olivier (le frère de Mickaël) les rejoint au sein du GAEC. Progressivement, l'atelier bovin se développe pour atteindre 140 VL en 2013 (RD du 28/11/2013). En 2015, ils font une nouvelle demande pour agrandir leur atelier Veaux Bretonin (100 veaux), cet atelier leur permet de valoriser une partie du lait produit sur l'exploitation (~350 000 litres par an). Pour obtenir le label Veaux Bretonin, il faut que les veaux soient élevés sur Paille en cases collectives et nourris au lait entier produit sur l'exploitation.

Après projet, le quota laitier atteindra 1 660 000 litres, dont 350 000 litres valorisés par les veaux bretonin et 1 310 000 litres livrés à la laiterie LACTALIS.

En 2017, leur mère fait valoir ses droits à la retraite et ils embauchent un salarié. Depuis septembre 2020, un apprenti en BTS Productions Animales est venu les rejoindre sur l'exploitation. Après ce projet, ils comptent embaucher un nouveau salarié lorsque le cheptel aura atteint 200 VL.

**Suite à la reprise de l'exploitation de l'EARL LEFRANC, le GAEC a dû être transformé en EARL car le gérant de l'EARL LEFRANC est rentré dans la structure. A ce jour, la structure est à nouveau repassée en GAEC (commission structure du 06/07/2021), avec 2 associés (Mickaël et Olivier). C'est pourquoi ce dossier est présenté au nom du GAEC. L'extrait K-BIS mis à jour devrait être dispo à l'automne.**

Les membres du GAEC sont assistés du contrôle laitier pour la gestion du troupeau et l'optimisation des rations alimentaires. Un vétérinaire sanitaire intervient aussi en cas de problèmes particuliers sur le troupeau.

Différents moyens sont aujourd'hui à disposition des éleveurs pour faire évoluer et améliorer leurs compétences, à savoir, logiciels spécifiques, les revues spécialisées, etc..

Tous les moyens techniques sont donc réunis pour la réussite de la production laitière sur cette exploitation.

### 6.2. La partie financière

Au niveau bâtiment, il y a peu d'investissements de prévu (extension de la stabulation pour loger 25 vaches laitières supplémentaires), les autres seront logées dans la stabulation existante. Les génisses qui sont actuellement dans le même bâtiment que les VL seront transférées sur le site repris. Un nouveau robot avec 2 stalles va être installé (le même que l'existant), ce qui fera une stalle pour 50 VL environ. Une poche à lisier sera aussi posée sur le site repris, elle permettra de mieux gérer les

stockages pendant la période hivernale (transfert de lisier d'un site à l'autre) et aussi d'avoir un stocke d'effluents au plus proche des parcelles d'épandage.

Le montant de l'investissement global prévu est d'environ 564000 €. L'investissement pour la reprise de l'exploitation voisine avec ses 47 Ha de foncier s'élève à 340 000 €. L'investissement en bâtiment, fosse et robot s'élève à environ 225 000 €.

A cet investissement, il faut ajouter les frais administratifs pour le montage du dossier Environnement qui s'élève à environ 11 000 €. L'accord bancaire est joint à cette demande.

## 7. PIECE JOINTE N° 6 JUSTIFICATIF DE LA CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### 7.1.ELEVAGE, BATIMENTS ET STOCKAGES

#### 7.1.1. Fonctionnement de l'élevage et capacité de production après projet (Art 1)

Commune	Zone Action Renforcée (ZAR)	Ex – ZES	Urbanisme	Bassin Versant	Zone 3B1	Bassin Versant Contentieux
<b>LE LOSCOUET SUR MEU</b>	Oui	OUI	PLU	BV du MEU	NON	NON

Rubrique	Nature Activité	Volume des activités avant projet	Volume des activités après projet	Production annuelle
<b>2101-1b</b>	Vaches laitières	140 Vaches Laitières 150 Veaux + Génisses	200 Vaches laitières 160 Veaux + Génisses	
<b>2101-1c</b>	Veaux Boucherie	100 Veaux Label Bretonin	100 Veaux Label Bretonin	

Par rapport au récépissé de Déclaration du 28-11-2013, l'atelier augmentera son cheptel de 60 Vaches Laitières. L'atelier dépendra donc du régime de l'enregistrement (installation classée pour la protection de l'environnement).

L'exploitation représente une SAU de 161 Ha. Les parcelles sont bien regroupées en 2 blocs autour du siège de l'exploitation et autour du site repris ; quelques parcelles satellites sont un peu plus éloignées sur les communes de MUEL et ST MEEN LE GRAND (département 35).

N° BATIMENT (voir plan de masse)	Cheptel existant-Déclaré le 28-11-2013	Cheptel en projet	Cheptel après projet
<b>B1</b>	Génisses : 48 G1+30 G2	-48G1-30G2	Vaches Laitières : 30 VL taries
<b>B2</b>	Vaches Laitières : 140 VL	+ 30 VL	Vaches Laitières : 145 VL (logettes)+25 VL (AP+AE)
<b>B3</b>	Génisses : 43 G0+17G1	-43 G0+33G1	Génisses : 50 G1

<b>B4</b>	Veaux d'Elevage 2-6 mois 12 Vx	-2 Vx	Veaux d'Elevage 2-6 mois 10 Vx
<b>B5</b>	Veaux label Bretonin 100 Vx	=	Veaux Label Bretonin 100 Vx
<b>B6</b>	Vaches Laitières : 46 VL	-46 VL +30 G1	Génisses : 30 G1
<b>B7</b>	Génisses : 13 G0+22 G1+5 G2	+57 G0-22G1-5G2	Génisses :70 G0
<b>TOTAL</b>	<b>140 VL-150 Gén 100 Vx bretonin</b>	<b>+60 VL +10 Gén =</b>	<b>200 VL-160 Gén 100 Vx bretonin</b>

### 7.1.2. Intégration du projet dans le paysage et distances d'implantation- et infrastructures agro-écologiques-(Art 5-6-7)

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agro-écologiques.

#### Situation de l'atelier par rapport à certains points sensibles –art 5

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :  
100 mètres des habitations

Cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation, toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie

35 mètres des puits et forages

200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;

500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;

50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture

Désignation	Distances extension stabulation en projet
Habitations Olivier TREGOUET (membre GAEC)	102 mètres
Habitations Mickaël TREGOUET (membre GAEC)	262 mètres
Habitation Mme TREGOUET (ancienne exploitante – mère des associés)	230 mètres
Habitation Tiers 1	198 mètres
Habitation Tiers 2	290 mètres

zone urbaine	Non concerné
Puits de l'exploitation	410 mètres
Cours d'eau	RAS
ZNIEFF de type 1 – Etang du Loscouët	350 mètres du siège
ZNIEFF de type 2	RAS
Natura 2000 –	RAS
SAGE	SAGE VILAINE
Zone de protection	Non concerné
Borne incendie - Réserve incendie	Etang appartenant aux demandeurs 400 mètres



Il y aura peu de nuisances supplémentaires par rapport au voisinage ; il y aura une extension de la stabulation mais les tiers sont éloignés des bâtiments de l'exploitation (~200 mètres pour le tiers le plus proche).

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle des exploitants, est entretenu.

#### Situation par rapport au dossier précédent

	Précédent dossier –	après projet –
Commune Siège	LE LOSCOUET SUR MEU	LE LOSCOUET SUR MEU
Canton	MERDRIGNAC	MERDRIGNAC
Bassin versant Algues vertes / EPANDAGE	NON	NON
Bassin versant contentieux/ EPANDAGE	NON	NON
Canton en ZES	OUI	NON
Commune en ZAC	OUI	NON
ZV	OUI	OUI
ZAR	NON	OUI
3B1	NON	NON
<b>EFFECTIFS</b>		
Effectifs Bovins	140 Vaches Laitières 150 Génisses 100 Veaux bretanin	200 Vaches Laitières 160 Génisses 100 Veaux bretanin
<b>PRODUCTIONS EFFLUENTS EN VALEUR FERTILISANTE</b>		
P° AZOTE	<b>17583</b>	<b>24230</b>
Azote exporté		0
Azote importé (non élevage)	+950	+950
Azote éliminé par compostage		/
<b>TOTAL AZOTE A GERER</b>	<b>18533</b>	<b>25180</b>
P° P2o5 U	<b>7745</b>	<b>9900</b>
P2O5 exporté		0
P2O5 importé (non élevage)	400	400
P2O5 minéral	580	/
<b>TOTAL P2O5 A GERER</b>	<b>8725</b>	<b>10300 u</b>
<b>PLAN D'EPANDAGE</b>		
<b>DEMANDEUR</b>		
HA	<b>114.55 Ha SAU – 109.23 Ha SDN</b>	<b>160.90 Ha SAU – 153.90 Ha SDN</b>
Chargement en Azote	161.8 u / Ha SDN	139 u /Ha de SAU
Chargement en P2o5	79.9 u / Ha SDN	66 u /Ha de SDN



### Préservation de la biodiversité végétale et animale

La loi « paysages » du 8 janvier 1993 permet une meilleure prise en compte du paysage par l'intégration de l'élément paysager dans le plan d'occupation des sols, dans le permis de construire, dans les zones de protection du patrimoine architectural, etc.

En clair, l'objectif est de fixer, sur des territoires couvrant un ensemble de communes, les orientations de protection des grandes structures paysagères que les plans d'occupation des sols devront respecter, mais de permettre aussi l'évolution et la mise en valeur de ces espaces, tout en assurant la protection de ce qui en fait l'intérêt paysager.

Il n'y aura pas d'entrave à la continuité écologique puisque la construction en projet se fera adossée à la stabulation existante et n'aura que peu d'emprise foncière. Le projet de silo ensilage se fera aussi auprès des bâtiments existants sans trop d'emprise sur le parcellaire de l'exploitation. (Voir plan de masse en annexe).

Les haies et bosquets existants seront maintenus, répondant à l'art 7 de l'arrêté.

### Breizh-bocage

A l'image de la restauration des cours d'eau, l'opération Breizh Bocage est gratuite pour ceux qui s'y engagent.

Les membres du GAEC prendront les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur l'exploitation, notamment en garantissant le maintien d'infrastructures agro-écologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

Les membres du GAEC n'ont pas prévu pour l'instant de créer de nouvelles haies autour des bâtiments.

### Zone ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique) - Type 1



L'étang de Loscouët était identifié dans les années 1980 comme un étang méso-eutrophe (source n° 54), et était surtout remarqué pour une diversité végétale importante et ses ceintures de végétation de la queue de l'étang, étendues et denses (source n° 55). De plus, une espèce végétale remarquable,

protégée depuis 1993, *Littorella uniflora*, avait été repérée sur la rive Ouest de l'étang en 1987 (source n° 56).

C'est aujourd'hui un plan d'eau entièrement privé et enclos, à vocation de pêche de loisir commerciale, qui est complètement aménagé dans ce but. La berge de la rive Est est abrupte partout, avec des places de pêche numérotées, et porte un chemin et un rideau arboré en partie artificiel. Il n'existe plus de ceintures végétales, hormis quelques secteurs reliques à baldingère (*Phalaris arundinacea*) dans le fond de l'étang, en grande partie boisé. Les quelques secteurs amphibies de la rive Ouest qui portaient sans doute autrefois la littorelle ont été récemment remblayés pour créer de nouvelles places de pêche.

Un petit îlot complètement privé situé près de la rive aval à l'Ouest de l'étang porte à son extrémité tournée vers l'étang un bâtiment d'habitation avec une extension datant de 2009 et un ponton d'agrément. Cette présence humaine n'est pas non plus un facteur favorisant l'installation de la faune. Une prolifération, au moins estivale, d'algues unicellulaires coloniales dans l'eau de l'étang a été constatée lors de la visite (août 2009) signe probable d'une eutrophisation importante.

L'intérêt floristique est donc considérablement amoindri. Une seule plante indigène : la jussie des marais (*Ludwigia palustris*), considérée comme rare en Côtes d'Armor (mais non déterminante pour la ZNIEFF) a été détectée en quelques points de la rive Ouest. Le cours d'eau du Meu bordant le plan d'eau à l'Est, apporte un peu d'intérêt à l'ensemble, bien qu'il soit beaucoup trop sous le couvert. L'avifaune nicheuse doit rester assez banale ; l'étang est dans le réseau de comptage hivernal des oiseaux d'eau (Wetlands), le nombre d'observations (espèces et effectifs) qui sont rapportées reste assez modeste. Une prospection entomologique récente du réseau VivArmor Nature y a enregistré 8 espèces d'odonates dont un individu mâle de *Gomphus* à pinces, taxon déterminant pour les ZNIEFF mais qui est plutôt lié aux eaux courantes assez bien oxygénées, sans doute ici la rivière le Meu.

La question d'une désinscription de ce plan d'eau de l'inventaire des ZNIEFF s'est posée. Choix a cependant été fait de le maintenir encore jusqu'à la prochaine révision, à titre de témoignage, et dans l'attente d'éventuelles données nouvelles plus déterminantes.

***Aucune parcelle du plan d'épandage n'est située dans cette zone mais les parcelles les plus proches sont à quelques mètres de cette zone (ilots 7 et 16 – voir plan d'épandage en annexe). Le siège de l'exploitation est à 350 mètres à l'Est de cette zone***

#### Evaluation des incidences NATURA 2000

Le réseau NATURA 2000 est un ensemble de sites européens abritant des habitats naturels et des espèces animales et végétales en forte régression ou en voie de disparition à l'échelle européenne.

Il a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

Les projets susceptibles d'affecter de façon notable les habitats et les espèces présents sur un site NATURA 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences.

***Aucune zone Natura 2000 de recensée sur la zone de l'élevage, ni du plan d'épandage.***

### 7.1.3. Caractéristiques des bâtiments et annexes– art 11

Tous les sols des bâtiments produisant des effluents sont étanches. Les équipements d'évacuation et de stockage sont également étanches. La conception des ouvrages (pente des sols) permet un bon écoulement des effluents.

Les élévations sont en panneaux béton et bardage clairevoie.

Les toitures sont couvertes avec des plaques fibrociment.

La ventilation est statique c'est-à-dire qu'elle se fait naturellement par les aérations du bâtiment.

Les ouvrages de stockages des effluents sont étanches et sont protégés par un grillage de façon à éviter une chute lorsque les fosses ne sont pas aériennes. La stabulation VL est aménagée en logettes lisier. Le raclage des aires d'exercice se fait par hydrocurage. Cette technique consiste à envoyer sur les aires d'exercice souillées par les déjections animales, une vague d'une puissance suffisante pour emporter les matières vers les ouvrages de stockage.

Des regards de contrôle sont en place au niveau des fosses. Des drains sont posés pour évacuer les eaux souterraines.

Les silos de stockage des aliments pour animaux sont étanches et maintenus en très bon état. Des crinolines permettent la sécurité. A ce jour, 2 silos existants près de la laiterie. Un grand silo couloir permet de stocker le maïs ensilage produit sur l'exploitation, 2 autres silos couloir plus petits permettent de stocker l'ensilage des dérobées (méteil et RGI). Un nouveau silo couloir va être créé en parallèle de l'existant.

Le site sera maintenu propre afin d'éviter des nuisances. L'accès est suffisamment empierré de façon à pouvoir circuler facilement autour des bâtiments. (voir plan de masse en annexe).

La société FARAGO intervient sur le site pour la prévention des rongeurs, répondant à l'article 10 de l'arrêté.

## 7.2.EVALUATION DES BESOINS EN STOCKAGE

### 7.2.1. Collecte et Stockage des effluents

#### 7.2.1.1. Descriptif du réseau de collecte des effluents

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1<sup>er</sup> juin 2005 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux installations existantes autorisées avant le 1<sup>er</sup> octobre 2005.

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc..) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, et des bâtiments des élevages sur litière accumulée.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Les raccordements des ouvrages de stockage sont étanches.

Les effluents produits sur le site sont de type lisier et fumier.

#### **7.2.1.2. Evaluation des besoins en stockage (Art 23)**

Les règles applicables sont celles de l'arrêté national DN du 23 Octobre 2013

Des capacités de stockage minimales sont précisées, exprimées en nombre de mois de production d'effluents pour chaque espèce animale, et différent selon :

Espèces animales	Type d'effluent d'élevage	Temps passé à l'extérieur des bâtiments	Capacité de stockage minimales requises en mois *
Bovins lait (vaches laitière et troupeau de renouvellement) et les caprins et ovins lait	Fumier	≤ 3 mois	6
		> 3 mois	4
	Lisier	≤ 3 mois	6,5
		> 3 mois	4,5
Bovins allaitants (vaches allaitantes et troupeau de renouvellement) et les caprins et ovins autres que lait	Tout type (fumier, lisier)	≤ 7 mois	5
		> 7 mois	4
Bovins à l'engraissement	Fumier	≤ 3 mois	6
		de 3 à 7 mois	5
		> 7 mois	4
	Lisier	≤ 3 mois	6,5
		de 3 à 7 mois	5
		> 7 mois	4
Porcs	Fumier	7	
	Lisier	7,5	
Volailles	Tout type (fumier, fientes ou lisier)		7
Autres espèces			5

Un exploitant qui dispose de capacités de stockage inférieures devra les justifier (calcul des capacités agronomiques tenu à disposition de l'administration).

### 7.2.1.3. Calcul des besoins en stockage (Art 23)

Stockage (1)	Existant		Forfait (3) Rf	Réglem ICPE (3) Ric
	Totale Et	Utile (2) Eu		
FUM2 Fumière non couverte avec 3 murs	56 m²			54 m²
FUM1 Fumière non couverte avec 3 murs	210 m²			101 m²
FUM3 Fumière non couverte avec 3 murs	170 m²			136 m²
(STO2) Fosse rectang enterrée non couverte	871 m²	700 m²		
(STO3) Fosse rectangulaire enterrée couverte	40 m²	35 m²		
(STO4) Fosse rectangulaire enterrée couverte	75 m²	60 m²		
(STO5) Fosse en géomembrane non couverte	2 389 m²	2 000 m²		
STO1 Fosse circulaire enterrée non couverte	1 591 m²	1 326 m²		2 166 m²
STO6 Fosse circulaire enterrée non couverte	349 m²	284 m²		48 m²
STO7 Poche de stockage (effluents liquides)	1 500 m²	1 327 m²		589 m²
<b>Totaux Fumières</b>	<b>436m²</b>			<b>291m²</b>
<b>Fosses</b>	<b>6 815m²</b>	<b>5 732m²</b>		<b>2 803m²</b>

**Fosse en projet**

Voir détail DEXEL en annexe.

Cette exploitation dispose donc de suffisamment de capacités de stockage pour gérer ses effluents. La poche de stockage en projet sera implantée sur le site repris (les champs potiers) de façon à avoir les effluents au plus près des parcelles au moment des épandages. Le risque d'une mauvaise gestion des effluents est quasi inexistant puisque l'exploitation aura environ 2929 m³ de marge de sécurité par rapport à ses besoins.

Cette exploitation a prévu d'adhérer à un projet de méthanisation avec d'autres agriculteurs du secteur. Dans la pratique, les effluents bruts (fumiers et lisiers) iront vers l'unité de méthanisation et l'exploitation récupérera du digestat. Le calcul des besoins en stockage issu du DEXEL permet de vérifier que l'exploitation est en mesure de gérer ses propres effluents en cas de dysfonctionnement de la station de méthanisation.

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Voir plan de masse en annexe

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2o du I de l'article R.211-81 du code de l'environnement.



Toutes les canalisations de lisier sont indiquées sur le plan de masse. Toutes les liaisons entre fosses sont également indiquées.

## **7.3.PREVENTIONS DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS**

### **7.3.1. Accessibilité au site (Art. 12)**

Dans le cadre de l'arrêté enregistrement, on entend par « accès à l'installation », une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les accès doivent en permanence être dégagés pour intervenir si besoin

L'accès à l'élevage est facile. Les abords sont bien entretenus (zones suffisamment empierrées) au niveau de l'accès.

Sur la commune de LOSCOUET SUR MEU, c'est la caserne des pompiers de MERDRIGNAC qui intervient en cas de besoin.

Moyens de lutte contre l'incendie (Art. 13)

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. Ces moyens sont complétés :

S'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz».

par la mise en place d'un extincteur portatif «dioxyde de carbone» de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichés à proximité du téléphone :

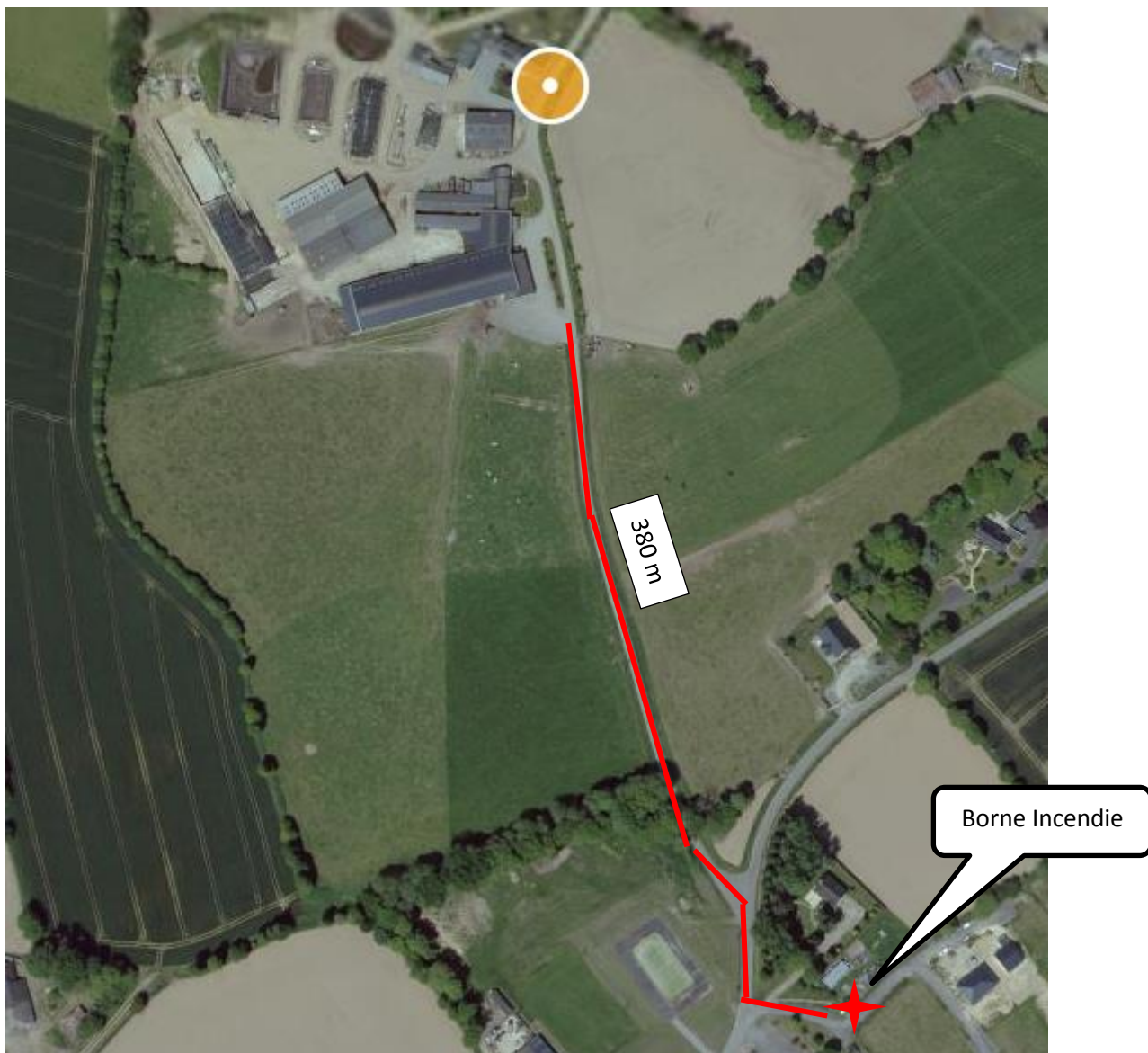
le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18;

le numéro d'appel de la gendarmerie : 17;

le numéro d'appel du SAMU : 15;

le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.





Sur le site de « Caulan » à LOSCOUET SUR MEU, il y a une borne incendie à moins de 400 mètres de l'élevage (380 mètres de l'entrée de l'élevage – voir ci-dessus), et un plan d'eau appartenant aux membres du GAEC qui servira de réserve en cas de départ d'incendie. Il est situé au Nord des bâtiments d'élevage à environ 400 mètres. L'empierrement pour y accéder vient d'être refait et donc aisément accessible aux secours. **Les membres du GAEC ont fait une demande auprès des pompiers de Merdrignac pour valider ces moyens de lutte contre l'incendie. La réponse (par courriel) est jointe en annexe. Le plan d'eau est accepté en aménageant l'accès, et en mettant une réserve de 30 m3 sur le site en complément..**

De même, sur le site des « Champs Potiers » un plan d'eau au Nord de l'élevage, situé en bordure de route pourra servir de défense Incendie.

La maintenance des installations est réalisée par l'entreprise GEA FARMOUEST (notamment les robots de traite).

Les garanties d'assurances sont réalisées par PACIFICA.

Le plan de masse présente le positionnement des extincteurs mais également du compteur EDF. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Le premier geste est aussi de posséder des extincteurs. Sur l'élevage, 3 extincteurs sont présents et régulièrement contrôlés :

- 1 extincteur dans l'atelier,
- 1 extincteur dans le local phytos,
- 1 extincteur dans le bureau.

Service d'urgence « Caserne Des Pompiers » à MERDRIGNAC.

### **7.3.2. Installations Techniques et Electriques (Art. 8-14)**

Dispositif de prévention d'accidents

Il y a un salarié et un apprenti sur l'exploitation.

Les installations électriques seront conformes et contrôlées régulièrement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, les éléments justifiant l'entretien et la vérification par un professionnel des installations.

Les plans des zones à risques sont tenus à la disposition des services de secours, sur le registre des risques.

Il n'y a pas de ligne électrique aérienne à proximité des silos aliments.

La maintenance est assurée par l'entreprise GEA FARMOUEST (robots de traite)

### **7.3.3. Dispositif de rétention des pollutions accidentelles (Art 15)**

Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Cela ne concerne pas les effluents.

Il n'y a pas de cuve à gaz sur l'élevage

Il n'y a pas de groupe électrogène sur cette exploitation.

## **7.4.EMISSIONS DANS L'EAU ET DANS LES SOLS**

### **7.4.1. Compatibilité du projet au SDAGE, SAGE, et Directive Nitrates (Art 16)**

#### **7.4.1.1. Directive CADRE Européenne**

La directive Cadre Européenne sur l'eau vise à fixer des objectifs communs pour les politiques de l'eau des Etats membres et de capitaliser les expériences.

La directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil est entrée en vigueur le 22 décembre 2000.

Elle fixe 4 objectifs ambitieux pour la qualité des eaux et des milieux aquatiques associés :

- Une gestion par bassin versant
- La fixation d'objectifs par « masse d'eau »
- Une planification et une programmation avec une méthode de travail spécifique et des échéances.
- Une analyse économique des modalités de tarification de l'eau et une intégration des coûts environnementaux.
- Une consultation du public dans le but de renforcer la transparence de la politique de l'eau.

Le bassin Loire Bretagne est identifié comme un district hydrographique qui correspond à l'échelle d'application du cadre de gestion et de protection des eaux définis par la DCE.

#### 7.4.1.2. SDAGE Loire Bretagne

Le **SDAGE LOIRE BRETAGNE**, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux est un outil de planification concertée de la politique de l'eau.

Le Sdage 2016-2020 a été adopté par le comité de bassin Loire-Bretagne le 4-11-2015 et arrêté par le Préfet coordonnateur le 18 novembre 2015.

Le SDAGE est principalement composé des objectifs environnementaux affectés à chaque masse d'eau et des orientations et dispositions nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Dans le SDAGE 2010-2015, le comité de bassin avait fixé une proportion de 61 % de masses d'eau devant atteindre le bon état dès 2015. Or, les campagnes successives de mesure de l'état

des eaux n'ont pas montré d'évolutions notables. En effet, entre 2007 et 2013, l'état écologique est resté globalement stable. Cette situation est expliquée par trois raisons principales : la façon de mesurer l'état écologique qui agrège un grand nombre de paramètres ; l'amélioration de la connaissance se traduisant par une révision à la baisse de l'état des eaux sur des masses d'eau jusqu'alors évaluées par simulation ; le retard pris dans la mise en œuvre du programme de mesures.

Ces difficultés ont été prises en compte dans le SDAGE 2016-2021. En effet, le comité de bassin réuni le 3 octobre 2013 a proposé de reporter l'échéance d'atteinte du bon état écologique pour au minimum 61 % des masses d'eau à l'horizon 2021.

Le Sdage se compose de **14 chapitres** correspondant aux **14 enjeux identifiés pour l'eau** en Loire-Bretagne. **Sur ces 14 chapitres, 5 concernent plus particulièrement les élevages :**

#### 1) REPENSER LES AMENAGEMENTS DES COURS D'EAU

- Prévenir toute nouvelle dégradation des milieux.
- Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines.
- Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques.
- Favoriser la prise de conscience
- Améliorer la connaissance

Sur cet Item, **l'exploitation du GAEC** est concernée. La rivière « le Meu » passe près de certaines parcelles d'épandage. Une bande enherbée de 10 mètres de large est toujours mise en place pour protéger le cours d'eau. De plus, certaines parcelles sont exclues de l'épandage si besoin.

#### t 2) REDUIRE LES POLLUTIONS PAR LES NITRATES

- Lutter contre l'eutrophisation marine due aux apports du bassin versant de la Loire



- Adapter les programmes d'actions en zones vulnérables sur la base des diagnostics régionaux.
- Développer l'incitation sur les territoires prioritaires
- Améliorer la connaissance

**L'exploitation** est complètement concernée par cet Item. Elle respecte la réglementation en vigueur. Le GAEC réalise son Plan de Fumure annuellement par un technicien qui lui conseille la dose à apporter en fonction de ses cultures en place. Il prévoit donc ses achats d'engrais minéraux en fonction de ce plan et les apports sont réalisés en fonction du besoin des plantes ce qui permet d'apporter la juste dose, au bon moment.

### 3) MAITRISER ET REDUIRE LA POLLUTION PAR LES PESTICIDES

- Réduire l'utilisation des pesticides
- Aménager les bassins versants pour réduire le transfert de pollutions diffuses
- Promouvoir les méthodes sans pesticides dans les collectivités et sur les infrastructures publiques.
- Développer la formation des professionnels
- Accompagner les particuliers non agricoles pour supprimer l'usage des pesticides
- Améliorer la connaissance.

Concernant les pesticides, **les membres du GAEC** utilisent les produits conformément aux préconisations des techniciens, aux périodes et conditions météo adaptées. Les agriculteurs sont très sensibilisés sur les apports de produits. Certains produits sont apportés uniquement en cas de besoin et parfois les traitements sont localisés à certains endroits où la pression de maladie est plus forte.

### 4) MAITRISER LES PRELEVEMENTS D'EAU

- Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau.
- Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins à l'été.
- Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux et dans le bassin concerné par la disposition 7B-4
- Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements, par stockage hivernal.
- Gérer la crise

Il existe deux puits sur cette exploitation (un sur chaque site), il est à distance réglementaire des bâtiments sur le site principal (siège) et à 30 mètres des bâtiments conservés sur le site repris. Un compteur permet de vérifier les quantités prélevées et les éleveurs s'assurent régulièrement qu'il n'y a pas de fuites d'eau. Ils sont tous les deux déclarés au niveau de la Banque du Sous Sol (voir en annexe).

### 5) PRESERVER LES ZONES HUMIDES

- Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités
- Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités.

- Préserver les grands marais littoraux
- Favoriser la prise de conscience
- Améliorer la connaissance

L'exploitation du GAEC est peu concernée par les zones humides, néanmoins sur les parcelles de bas fond elles restent en herbe et ne sont pas fertilisées. Juste une coupe de foin ou un broyage est réalisé une fois par an.

Les orientations du SDAGE qui concernent le paramètre phosphore sont :

### 3B Prévenir les apports de phosphore diffus

L'objectif de réduction des apports en phosphore doit prendre en compte les apports diffus via les sols, par érosion, ruissellement et lessivage. Les principaux axes d'amélioration sont :

- la réduction des risques de transfert vers les eaux par la lutte contre l'érosion des sols (voir aussi chapitre 1)
- le respect de l'équilibre de la fertilisation

Les dispositions prévoient :

**3B-1** De réduire les apports et les transferts de phosphore diffus à l'amont de 22 plans d'eau prioritaires

**3B-2** Un retour progressif à l'équilibre de la fertilisation pour le reste du territoire

**3B-3** L'interdiction de rejets directs dans le milieu naturel pour tout nouveau dispositif de drainage agricole

- L'orientation 3 du SDAGE « vise essentiellement le phosphore et se décline en quatre mesures :

\* 3B Prévenir les apports de phosphore diffus concerne l'agriculture,

Dans les zones d'érosion des sols à aléa fort ou très fort indiquées, ainsi que dans les bassins versants de plans d'eau listés à la disposition 3B 1, le Préfet délimite les zones dans lesquelles l'érosion diffuse des sols agricoles est de nature à compromettre la réalisation des objectifs de bon état ou de bon potentiel. L'exploitation n'est pas située en zone 3B1.

S'agissant du risque d'émission de phosphore, il est aussi tenu compte de la teneur des sols.

Les arrêtés préfectoraux pour les nouveaux élevages et autres nouveaux épandages sont fondés sur la règle de l'équilibre de la fertilisation phosphorée. L'arrêté peut accorder un délai de cinq ans pour la mise en conformité sous réserve de la mise en place à titre conservatoire de mesures compensatoires évitant tout risque de transfert.

Régime ICPE	ZONE	Objectif de résultat	
Régimes A et E		Elevage < 25 000 uN	Elevage > 25 000 uN et créations ex nihilo
		Seuil haut, exprimé en kg de P2O5/ha SRD*	Balance APPORT/EXPORT, solde ramené à l'ha de SAU
	3B1***	80 uP - 90 uP (volailles**) + maillage bocager	Equilibre (+ 10%) + maillage bocager
	Hors 3B1	85 uP - 95 uP (volailles**) + maillage bocager	
** : Peut bénéficier du plafond majoré de 10 uP tout producteur exploitant une ICPE avec rubrique 2111 (volailles) et ses prêteurs de terres. La quantité d'effluents volailles épandue à l'hectare doit néanmoins rester réaliste et être compatible avec le niveau de performance du matériel d'épandage utilisé (des doses trop faibles pourront être considérées comme non crédibles).			
*** : une exploitation implantée en 3B1 est une exploitation qui a son siège ou ≥ 3ha de terres en 3B1			

Sur l'exploitation du GAEC, le chargement en P2O5 par HA de SDN est de 66 unités soit en conformité avec la réglementation < 85 u (Hors 3B1).

#### **7.4.1.3. SAGE VILAINE**

Le SAGE Vilaine s'insère dans un ensemble de textes, en particulier les directives européennes (eau et inondation), et le Schéma Directeur établi à l'échelle du district hydrographique Loire-Bretagne.

### **Le SAGE fixe des enjeux et des objectifs en matière de :**

#### **Milieux naturels.**

La disparition des zones humides, mares, marais doit être enrayée. Notre SAGE a été le premier à mettre en place, commune par commune, l'inventaire des zones humides pour l'inscrire dans les documents d'urbanisme (PLU et SCOT) pour pouvoir les connaître et les respecter dans les projets de construction ou d'aménagement. De la même manière, la cartographie précise des rivières et ruisseaux permet de les restaurer, et de les ré-ouvrir à la circulation des poissons et des sédiments. Le SAGE donne des objectifs pour contenir la prolifération des plantes invasives comme la Jussie.

Les poissons sédentaires ou migrateurs reflètent la qualité de nos cours d'eau. Pour certaines espèces migratrices, il est nécessaire de construire des "passes à poissons" pour qu'elles puissent franchir les barrages et digues. L'estuaire est un milieu naturel très particulier, profondément transformé par le barrage d'Arzal, mais aussi impacté par de nombreux usages économiques et récréatifs qu'il faut gérer et réguler.

#### **Qualité de l'eau.**

Les nitrates en excès détériorent les écosystèmes, et gênent la production d'eau potable. Il est nécessaire de diminuer les flux qui arrivent jusqu'à l'estuaire en améliorant les pratiques agricoles. Trop de phosphore entraîne une dégradation des écosystèmes. Le SAGE a pour objectif de diminuer les fuites vers le réseau hydrographique.

Les pesticides sont très néfastes pour les milieux aquatiques et pour la santé humaine. Le SAGE vise à diminuer fortement leur usage agricole et non-agricole en délimitant des zones non traitées en bordure des points d'eau ou en réduisant leur usage par un accompagnement vers de nouvelles pratiques des agriculteurs, des jardiniers et des communes.

Les rejets de l'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) doivent être gérés en fonction de la capacité locale à absorber la pollution résiduelle par le milieu récepteur.

#### **Inondations**

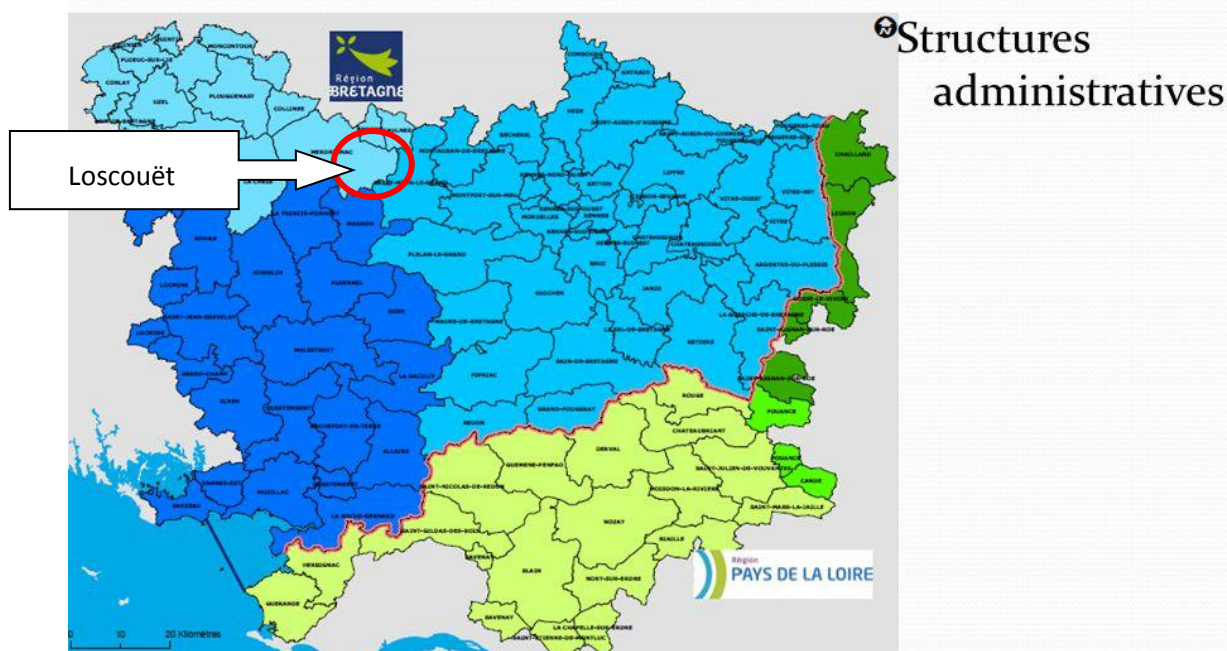
Le bassin de la Vilaine connaît des inondations assez fréquentes qui affectent les logements, équipements publics, entreprises, routes. Leur gestion est un enjeu fondateur du SAGE, cherchant à évoluer d'une logique de grands travaux vers des actions de prévention intégrées qui s'articulent autour de la prévision, de la prévention et de la protection. La prévention vise à intégrer le risque dans les documents d'urbanisme, à sensibiliser la population, à adapter les bâtiments et infrastructures en zones inondables et à mieux gérer les crises.

#### **Eau potable**

L'eau potable est un enjeu essentiel. Elle doit être sécurisée, tant en quantité qu'en qualité, d'où la nécessité d'améliorer la qualité de l'eau des cours d'eau. La récupération des eaux de pluie, l'équipement des particuliers en appareils économes et l'évolution des comportements des

consommateurs sont autant d'actions à mener. Le SAGE met également en place des actions de formation et de sensibilisation, ainsi que des objectifs d'organisation des acteurs sur le bassin.

## La bassin versant de la Vilaine



### 7.4.1.4. Programme Directive Nitrates

La France s'est engagée depuis le début de l'année 2010 dans une vaste réforme de son dispositif réglementaire « nitrates ». Cette réforme remplace les programmes d'actions départementaux par un programme d'actions national qui fixe le socle réglementaire national commun, applicable sur l'ensemble des zones vulnérables françaises complété par des programmes d'actions régionaux (PAR) qui préciseront, de manière proportionnée et adaptée à chaque territoire, les renforcements et actions complémentaires nécessaires à l'atteinte des objectifs de reconquête et de préservation de la qualité des eaux vis-à-vis de la pollution par les nitrates. Le 5ème programme d'actions comporte ainsi deux volets, un volet national et un volet régional.

La parution de l'arrêté du 23 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national, a permis de disposer d'un programme d'actions national complet et en vigueur dès le 1er novembre 2013 (à l'exception de la mesure relative à la couverture végétale pour limiter les fuites d'azote au cours des périodes pluvieuses qui sera applicable à la parution des programmes d'actions régionaux).

L'ensemble de la réforme est pleinement opérationnelle avec l'adoption et l'entrée en vigueur du 6<sup>ème</sup> programme d'actions régional, signé le 2 Août 2018.

La rédaction relative à l'entrée en vigueur de la mesure « capacité de stockage » est clarifiée ; l'entrée en vigueur est immédiate avec une possibilité de délai de mise en oeuvre repoussé au 1er octobre 2016.

La date d'entrée en vigueur de la mesure « couverture des sols » est celle de la publication des arrêtés relatifs au PAR.

Les autres mesures sont entrées en vigueur à la publication de l'arrêté national.

#### Equilibre de la fertilisation azotée

Pour les légumineuses, une possibilité d'épandage est ouverte pour les fertilisants de type II dans la semaine précédant le semis des cultures de haricot, pois légume, soja et fève.

NB : Les Ministères ont précisé qu'il n'y avait pas d'ouverture pour le type I, celui-ci étant en général apporté sur la culture (principale ou intermédiaire) précédente ; ces pratiques ne sont donc pas contraintes par les prescriptions du PAN.

#### Documents d'enregistrement des pratiques

Quelques modifications sont apportées au contenu du plan prévisionnel de fumure (PPF). Les quantités d'azote à apporter ne concernent pas seulement l'azote total, mais aussi l'azote efficace. Le PPF est allégé pour les cultures faisant l'objet d'une dose plafond ou pivot.

#### Respect du seuil des 170 uN/ha SAU et références de rejet

Le respect des 170 kg N organique / ha de SAU s'applique à « toute exploitation utilisant des effluents d'élevage dont un îlot cultural au moins est situé en zone vulnérable » (et non « tout élevage en zone vulnérable »).

#### Conditions d'épandage

Le présent arrêté reprend les distances d'épandage par rapport aux cours d'eau précisées dans l'arrêté du 19 décembre 2011, et ajoute des dispositions concernant l'épandage pour :

- Les sols en forte pente : l'épandage de fertilisants azotés sur les sols à forte pente, dans des conditions de nature à entraîner leur ruissellement, est interdit, avec les précisions suivantes :
- Les sols détrempés et inondés : épandage interdit, définition d'un sol détrempé (« inaccessible du fait de l'humidité ») et inondé (« eau largement présente en surface ») ;
- Les sols enneigés et gelés : définition d'un sol enneigé (« entièrement couvert de neige ») et gelé (« pris en masse par le gel »), interdiction d'épandage sur sol enneigé, interdiction d'épandage sur sol gelé sauf pour les fumiers compacts pailleux, les composts d'effluents d'élevage et les autres produits organiques solides dont l'apport vise à prévenir l'érosion.

### Couverture végétale hivernale

Le présent arrêté précise les obligations de couverture végétale pour limiter les fuites d'azote au cours des périodes pluvieuses :

- Pour les intercultures longues, couverture des sols obligatoire (CIPAN, culture dérobée, ou repousses de colza denses et homogènes spatialement dans la limite de 20% des surfaces en intercultures longues ; possibilité par broyage fin des cannes de maïs grain, sorgho ou tournesol suivi d'un enfouissement des résidus dans les 15 jours suivant la récolte).
- Destruction chimique des CIPAN et repousses interdite, sauf sur îlots culturaux en TCS ou destinés à des légumes, cultures maraîchères ou porte-graines, ou îlots infestés par adventices vivaces sous réserve de déclaration à l'administration.
- Dérogation en cas de nécessité de travail du sol pendant la période d'implantation de la CIPAN ou des repousses (hors intercultures longues après maïs grain, tournesol ou sorgho) ;

### Couverture végétale le long des cours d'eau

Pour tout îlot cultural situé en zone vulnérable, une bande enherbée ou boisée non fertilisée, de largeur minimale de 5 mètres, doit être mise en place et maintenue le long des cours d'eau et sections de cours d'eau.

### INSTRUCTIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES D' ACTIONS REGIONAUX (PAR) –arrêté du 23/10/2013

Renforcement régional des mesures prévues dans le PAN

L'arrêté rappelle que plusieurs mesures du PAN sont renforcées dans le PAR, quand les objectifs de préservation et de restauration de la qualité de l'eau, les caractéristiques pédo-climatiques et agricoles ainsi que les enjeux propres à chaque zone vulnérable, ou partie de zone vulnérable, l'exigent. Dans tous les cas, le 5ème programme d'actions (PAN + PAR) doit garantir un niveau de protection de l'environnement comparable à celui du 4ème programmes d'actions.

Les indications pour le renforcement des mesures du PAN sont les suivantes :

Le prolongement des périodes d'interdiction d'épandage lorsque les caractéristiques pédo-climatiques, notamment celles qui influencent le drainage hivernal, la minéralisation de l'azote et la croissance des plantes le rendent nécessaire.

La déclinaison des catégories d'occupation du sol pendant ou suivant l'épandage, et notamment de la catégorie « autres cultures », et les prolongements des périodes d'interdiction d'épandage assorties, lorsque les différentes occupations du sol de la région le rendent nécessaire.

Le cas échéant, une restriction ou une interdiction de l'épandage de fertilisants de type I ou II sur les cultures intermédiaires piège à nitrates sur tout ou partie de zone vulnérable, lorsque les caractéristiques pédo-climatiques et agricoles et les enjeux de qualité de l'eau le rendent nécessaire. Au titre du 1, les périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants de type II et III sont allongées pour certaines occupations du sol pendant ou suivant l'épandage dans certaines régions ou parties de régions. En cas de renforcement sur une partie de région, la liste des communes constituant cette partie de région est annexée au programme d'actions régional.



Les périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants de type III sont également allongées pour être au moins égales à celles des fertilisants de type II. Ces allongements ne remettent pas en cause les cas particuliers précisés en bas du tableau de la partie I de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 sus.

La date limite à partir de laquelle la récolte de la culture principale ne permet plus d'implanter une CIPAN ou une dérobée qui remplisse son rôle. Il s'agit d'une date calendaire fixe. Si la récolte de la culture précédente est postérieure à cette date, il n'y a pas d'obligation de couverture des sols en interculture, sauf derrière le maïs grain, le sorgho et le tournesol, où la couverture est assurée par une gestion adaptée des résidus de culture. Cette date est définie en fonction des conditions pédo-climatiques particulières des zones vulnérables de la région et des possibilités d'implantation et de levée qui en découlent. Si la diversité pédo-climatique des zones vulnérables de la région le justifie, différentes dates limites peuvent être fixées sur différentes parties de zones vulnérables.

Les règles permettant de définir les îlots cultureux sur lesquels un travail du sol doit être réalisé pendant la période d'implantation de la culture intermédiaire piège à nitrates ou des repousses et les justificatifs correspondants. Sont en particulier visés les îlots cultureux concernés par la technique du faux semis ou par un travail du sol précoce compte tenu de la teneur élevée du sol en argile. Toutefois, une destruction de la culture intermédiaire ou des repousses plus précoce que dans les autres intercultures longues doit être privilégiée à l'absence de toute couverture. Ces règles tiennent compte des objectifs de préservation et de restauration de la qualité de l'eau, des caractéristiques pédo-climatiques et agricoles ainsi que des enjeux propres à chaque zone vulnérable ou partie de zone vulnérable.

Les règles permettant de définir les îlots cultureux sur lesquels les cannes de maïs grain, de tournesol ou de sorgho peuvent ne pas être broyées et enfouies et les justificatifs correspondants ; ce sont par exemple des zones inondables, des zones érosives ou des zones abritant une espèce animale dont la survie dépend de la présence en surface de ces cannes.

Ces règles tiennent compte des objectifs de préservation et de restauration de la qualité de l'eau, des caractéristiques pédo-climatiques et agricoles ainsi que des enjeux propres à chaque zone vulnérable ou partie de zone vulnérable. Le cas échéant, le programme d'actions régional précise les autres adaptations nécessaires mentionnées dans le programme d'actions national.

La mesure 7° est précisée par la fixation des dates limites avant lesquelles la destruction des cultures intermédiaires pièges à nitrates et des repousses est interdite.

Différentes dates peuvent être fixées pour tenir compte de la diversité pédo-climatique des zones vulnérables de la région et de la variabilité des précédents cultureux, qui influent sur la période de croissance des repousses ou sur les dates d'implantation des cultures intermédiaires pièges à nitrates. Dans le cas général, ces dates limites sont fixées de manière à ce que la durée minimale d'implantation du couvert soit au moins égale à deux mois.

La mesure 7° peut également être renforcée par :

- L'interdiction de certaines espèces comme cultures intermédiaires pièges à nitrates.
- La limitation du recours aux repousses de céréales ou aux cannes de maïs grain, de sorgho et de tournesol broyées et enfouies.
- L'obligation de recourir à l'implantation d'une culture intermédiaire piège à nitrates dans certaines intercultures courtes.

La mesure 8° mentionnée au I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement peut être renforcée par un accroissement de la largeur de la bande végétale ou par l'extension de l'obligation à des ressources en eau non couvertes par la mesure du programme d'actions national.

#### 7.4.2. Approvisionnement en eau (Art 17-18)

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.

Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Le plan de masse indique l'emplacement du compteur d'eau relié au réseau public.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de dis-connexion.

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

Les consommations d'eau annuelles sont calculées dans les tableaux suivants :

SITE "Caulan" - AVANT PROJET	NBE	L/jour/ animal	total / jours en litres	total /jour en m3	total / an en m3
VL Lactation	125	115	14375	14,375	5246,875
VL Taries	15	41	615	0,615	224,475
Veaux 0-4 mois	12	9	108	0,108	39,42
Génisses 6-24 mois	138	25	3450	3,45	1259,25
	0		0	0	0
	0		0	0	0
	<i>Total</i>				6770,02
SITE "Chps Potiers" AVANT PROJET	NBE	L/jour/ animal	total / jours en litres	total /jour en m3	total / an en m3
VL Lactation	40	115	4600	4,6	1679
VL Taries	6	41	246	0,246	89,79
Veaux 0-4 mois	6	9	54	0,054	19,71
Génisses 6-24 mois	40	25	1000	1	365
			0	0	0
			0	0	0
	<i>Total</i>				2153,5
				<b>TOTAL 2 sites</b>	<b>8923,52</b>

SITE "Caulan" - APRES PROJET	NBE	L/jour/ animal	total / jours en litres	total /jour en m3	total / an en m3
VL Lactation	170	115	19550	19,55	7135,75
VL Taries	30	41	1230	1,23	448,95
Veaux 0-4 mois	10	9	90	0,09	32,85
Génisses 6-24 mois	50	25	1250	1,25	456,25
Bovins Engrais < 1 an	0	25	0	0	0
Bovins Engrais 1-2 ans	0	41	0	0	0
	<i>Total</i>				8073,8
SITE "Chps Potiers" APRES PROJET	NBE	L/jour/ animal	total / jours en litres	total /jour en m3	total / an en m3
VL Lactation		115	0	0	0
VL Taries		41	0	0	0
Veaux 0-4 mois		9	0	0	0
Génisses 6-24 mois	100	25	2500	2,5	912,5
		25	0	0	0
		41	0	0	0
	<i>Total</i>				912,5
				<b>TOTAL 2 sites</b>	<b>8986,3</b>

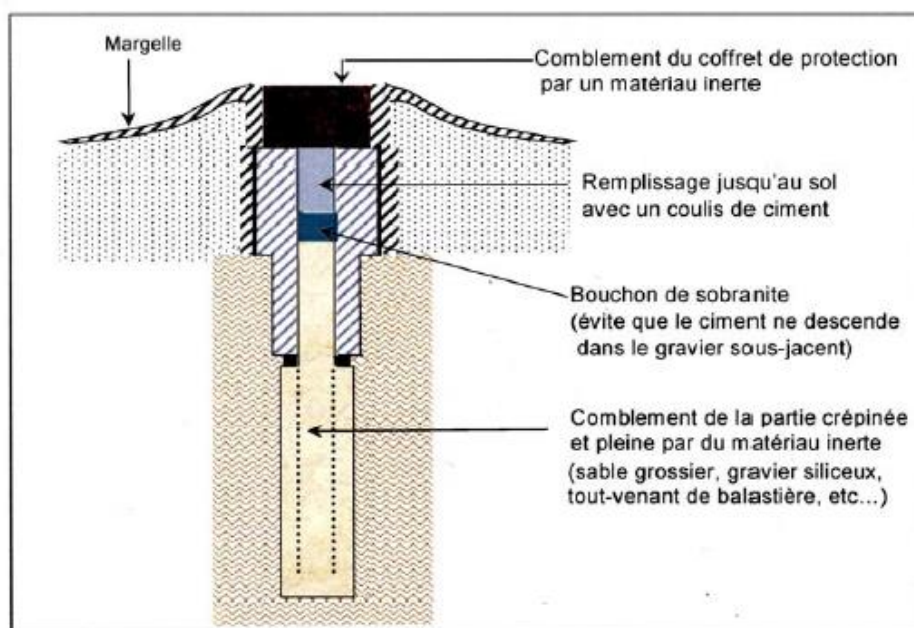
Le bassin de la Vilaine est classé en zone 7B3 du SDAGE LOIRE BRETAGNE, mesure visant à gérer les prélèvements en eau sur la ressource et notamment en période d'étiage. C'est ainsi que les calculs précédents permettent de voir qu'il y a très peu d'augmentation du prélèvement sur la ressource avant et après projet. L'augmentation portera au maximum sur une soixantaine de m3 annuels ce qui peut être considéré comme négligeable car les données de consommation par animal sont des données maximum.

Les Veaux Bretonin sont élevés sur paille en cases collectives et au lait entier produit sur l'exploitation, donc très peu de consommation d'eau contrairement à un élevage de Veaux de Boucherie conventionnel qui utilise du lait reconstitué. La consommation d'eau est surtout au moment du vide sanitaire pour le nettoyage du bâtiment.

Il y a un puits de surface sur le site de « Caulan » qui sert pour l'alimentation des animaux. C'est un ouvrage de 6.50 ml de profondeur. Le débit de la pompe est de 20m3/heure. Il n'y a pas de raccordement au réseau public sur le site. **Une déclaration de puits est déposée en Mairie de Ioscouët en parallèle.** Il est à distance réglementaire des bâtiments. Il y avait un forage sur ce site qui n'est plus utilisé aujourd'hui. Il était situé tout près de la fumière (Fum1). Ce forage avait été déclaré à la banque du Sous Sol (voir en annexe).

Sur le site « Les Champs Potiers », jusqu'à ce jour, c'était l'eau d'un puits qui était utilisée (déclaré à la banque du Sous Sol). Ce puits ne sera plus utilisé car il ne fonctionne plus bien et les consommations sur ce site seront beaucoup plus faibles. Ce sera donc retour sur le réseau public.

Les deux forages non utilisés (Caulan et Champs Potiers) seront comblés selon la réglementation en vigueur c'est-à-dire comblement par des techniques appropriées, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau et l'absence de transfert de pollution. Ci-après, modèle de comblement de forage :



Le plan de masse indique l'emplacement. Il est à distance réglementaire des bâtiments sur le site de « Caulan » et à 30 mètres des bâtiments conservés sur le site des « champs Potiers ».

La mesure prise pour contrôler la consommation est le relevé de compteur.

#### 7.4.3. Gestion du pâturage (Art 22)

Les points d'abreuvement des bovins au pâturage sont aménagés afin d'éviter les risques de pollution directe dans les cours d'eau.

Les points de regroupement des animaux font l'objet d'une attention particulière afin de limiter la formation de borbier. Si nécessaire, une rotation des points de regroupement des animaux est mise en œuvre sur l'exploitation. De plus, pour les points d'affouragement, une attention particulière est portée au choix de leur emplacement afin de les localiser sur les parties les plus sèches de la prairie.

La gestion des pâturages est organisée de façon à prévenir leur dégradation par les animaux. Globalement sur l'année, les vaches laitières sortent en moyenne un peu plus de 2 mois au pâturage et les génisses entre 4 et 6 mois – (voir tableau calcul des normes VL en annexe avec les bilans de fertilisation).

Le calcul des UGB-JPP fait apparaitre qu'il n'y a pas de surpâturage des prairies.

### **Vaches laitières**

Pression de pâturage en UGB.JPP/ha	Vaches laitières Résultat	
Sous troupeau ST1	674	<900
Ensemble des VL	674	<900
Maxi réglementaire	900	UGB.JPP/ha

### **Ensemble des animaux**

#### **7.2 ) Gestion du pâturage**

Surfaces pâturées	60,3 ha équiv.
Fourrages pâturés	383 t de MS
Seuil critique	529 UGB.JPP/ha
Pression de pâturage	440 UGB.JPP/ha

#### **7.4.4. Rejet des eaux pluviales (Art. 24)**

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Tous les bâtiments possèdent des gouttières, les eaux sont évacuées vers les fossés.

Le plan de masse précise les circuits.

#### **7.4.5. Traitement des effluents / compostage –art 26 et 28 à 30**

L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, est soumis à la production d'un plan d'épandage dont le détail est décrit dans le point 7.4.7 et dans les annexes.

#### 7.4.6. La gestion des effluents par l'épandage-art 27 et suivants

L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.

Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.

L'épandage des effluents d'élevage est interdit :

- sur sol non cultivé ;
- sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues de l'arrêté du 19 décembre 2011
- sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ;
- sur les sols enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;

#### Distances à respecter vis-à-vis des tiers.

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents d'élevage bruts ou traités et, d'autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	Distance minimale	Cas particuliers
Composts d'effluents d'élevages élaborés selon les modalités de l'article 29	10 mètres	
Fumiers de bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois	15 mètres	
Autres fumiers. Lisiers et purins.  Effluents d'élevage après un traitement visé à l'article 29 et/ou atténuant les odeurs à l'efficacité démontrée selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 réalisée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais.  Digestats de méthanisation.  Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.	50 mètres	En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres. Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette distance est portée à 100 mètres.
Autres cas	100 mètres	



L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers et à 35 mètres dans le cas des points de prélèvement en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;
- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;
- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.

La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes, n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandables produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres.

Les modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurent en annexe.

Les épandages sur les terres sont suivis d'un enfouissement :

- dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, ou pour les matières issues de leur traitement ;
- dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage ou pour les matières issues de leur traitement. Cette obligation d'enfouissement ne s'applique pas :
  - aux composts élaborés conformément à l'article 29 ;
  - lors de l'épandage de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel.

Pour ce faire, les demandeurs ont fait réaliser un plan d'épandage et un PVEF sur leurs terres.

Respect des exigences en Zone d'Actions Renforcées

L'enherbement existant des berges de cours d'eau, permanents ou intermittents figurant en points, traits continus ou discontinus sur la carte IGN 1/25 000, doit être maintenu sur une bande de 10 mètres.

Toute personne physique ou morale qui exploite plus de 3 hectares dans les ZAR, a l'obligation de limiter le solde de la balance globale azotée à l'échelle de son exploitation et de réaliser à cet effet le

calcul correspondant qui est tenu à disposition des services de contrôles, sans préjudice du respect des dispositions sur l'équilibre de la fertilisation azotée définies au III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 et de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2013.

Le solde de la balance globale azotée est obtenu par différence entre, d'une part, les apports d'azote sous forme d'engrais minéral, d'effluents d'élevage (y compris par les animaux eux-mêmes au pâturage) ou d'autres fertilisants organiques et, d'autre part, les exportations d'azote par les cultures et les fourrages récoltés (y compris par les animaux eux-mêmes à la pâture). Le calcul du solde de la balance globale azotée porte sur l'ensemble des terres de l'exploitation. (Voir PVEF en annexe).

Le calcul s'effectue sur la campagne culturale, période allant du 1er septembre au 31 août de l'année suivante et sur la base des références techniques qui seront fixées conjointement par les ministres de l'écologie et de l'agriculture.

Le solde de la balance globale azotée doit satisfaire au moins à l'une des deux conditions suivantes :

1° Il est inférieur ou égal à 50 kg d'azote par hectare de surface agricole utile (SAU) ;

2° La moyenne des soldes calculés pour les trois dernières campagnes culturales est inférieure ou égale à 50 kg d'azote par hectare.

#### Seuil d'obligation de traitement : 20 000 Kg d'azote

Toute exploitation, quelle que soit sa forme ou sa structure juridique, dont l'un des sites d'élevage est situé dans une commune antérieurement en zone d'excédent structurel et produisant annuellement une quantité d'azote issu des animaux élevés sur l'ensemble de ses sites supérieure à 20 000 kg (N), a l'obligation de traiter ou d'exporter la quantité d'azote excédentaire de l'exploitation qui ne peut être épandue, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation, sur ses terres exploitées en propre ou sur des terres mises à disposition dans la limite maximum de 20000 kg (seuil correspondant à l'azote organique pouvant être épandu sur le total des surfaces des terres exploitées en propre et des terres mises à disposition).

L'obligation de traitement ou d'exportation ne s'applique pas aux exploitations dont les surfaces exploitées en propre sont suffisantes pour permettre l'épandage des effluents bruts dans le respect de l'équilibre de la fertilisation azotée. Le suivi des effluents traités ou exportés, quant à leur composition, leur destination, et leur utilisation, est précisé dans les dossiers de demande d'enregistrement ou d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans le cas des exploitations concernées par l'obligation d'exportation ou de traitement, les quantités exportées doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zones d'excédent structurel (annexe 8) et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages mentionnés au 8° du II de l'article L211-3 et définis par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt (annexe 9) du fait de la faible pression d'azote organique sur ce territoire.

#### 7.4.7. Dimensionnement du plan d'épandage

La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes, n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition.

Cette exploitation fait partie d'un projet d'une unité de méthanisation avec d'autres agriculteurs du secteur. Le projet est en cours de validation ; il est donc prévu d'envoyer tout le fumier et le lisier produit sur l'exploitation vers cette unité de méthanisation et de récupérer l'équivalent en digestat. Le PVEF a donc été calculé avec ce projet, néanmoins un autre PVEF a été élaboré afin de vérifier que l'exploitation est en capacité de gérer ses effluents bruts sur ses terres en propre. Ce bilan PVEF permet de justifier que la gestion des effluents est sécurisée en cas de dysfonctionnement au niveau de l'unité de méthanisation. Les calculs présentés ci-après sont ceux avec les effluents bruts.

Cette exploitation produit plus de 20000 unités d'azote, elle n'est cependant pas soumise à l'obligation de traitement puisqu'elle gère la totalité de ses effluents sur ses surfaces en propre.

##### 7.4.7.1. La production d'effluents en valeur NPK

BOVINS (et autres herbivores)	effectif	UGB fourrage	mois au pâturage	Azote (kg N)			Phosphore (kg P2O5)			% lisier N maît
				par animal	N total	N maîtrisable	par animal	P2O5 total	P2O5 maîtrisable	
Vache laitière(>8000kg lait)	200	230,0	2,18	91,0	18200	14892	38,0	7600	6219	90
Bovin 0-1 an croissance	70	21,0	4,00	25,0	1750	1167	7,0	490	327	0
Bovin 1-2 ans croissance	80	48,0	6,00	42,5	3400	1700	18,0	1440	720	0
Bovin 0-1 an croissance	10	3,0	0,0	25,0	250	250	7,0	70	70	0
Veau de boucherie (places)	100	0,0	0,0	6,3	630	630	3,0	300	300	0
										0
										0
										0
										0
										0
										0
										0
										0
Total	460	302,0	UGB..JPP 26572		24230	18639		9900	7635	

##### 7.4.7.2. Déjections animales importées et exportées

#### 2) Quantités d'azote et phosphore maîtrisables après importation, exportation ou traitement

Origine d'élevage type de produits	Azote (kg N)				Phosphore (kg P2O5)				mode d'élimination provenance destination
	produit	réduit ou éliminé	+ import - export	Reste à gérer	produit	réduit ou éliminé	+ import - export	Reste à gérer	
Fumier bovin	5236		0	5236	2039		0	2039	
Fumier volaille-4m	0		0	0	0		0	0	
Fumier porc - 6 mois	0		0	0	0		0	0	
Lisier bovin	13403		0	13403	5597		0	5597	
Lisier volaille-canard	0		0	0	0		0	0	
Lisier porc	0		0	0	0		0	0	
Boues IAA liquides (C/N<2)	0		950	950	0		400	400	SVA TREMOREL (2 conventions)
			0	0			0	0	
			0	0			0	0	
			0	0			0	0	
			0	0			0	0	
Total	18639	0	950	19589	7635	0	400	8035	

#### 7.4.7.3. Quantité moyenne d'azote issu d'élevage épandu par exploitation

##### 8 ) Fertilisation azotée et pression par ha

Azote (kg)	sur SAU	par ha	Plafond / ha directive nitrates
N issu d'élevage	24230	151	170
N organique non élevage	950	6	
N minéral (kg N)	8800	55	
N total (kg)	33980	211	

#### 7.4.7.4. Récapitulatif des apports et pression en phosphore

##### 10 ) Apports de phosphore et balance globale en phosphore

kg de P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	sur SAU	par ha	Plafond en vigueur
Apports de phosphore	10300	64,0	85
dont Restitutions pâturage	2265	14,1	
Epannage P organique	8035	50,0	
Fertilisation minérale	0	0,0	
Exportation par les récoltes	14442	89,8	
Solde de la balance phosphore (apport-export)	-4142	-25,7	

Apport/Export  
71%

#### 7.4.7.5. Les méthodes utilisées

L'utilisation de la tarière

Le clinomètre

Visite terrain par François MINOZA, Technicien chez EUREDEN (site de Broons).

Les distances retenues pour l'élaboration du plan d'épandage :

10 m des cours d'eau avec présence de bande enherbée de 10 m de large ;

15 m des tiers avec enfouissement direct

#### 7.4.7.6. Valorisation agronomique et plan de valorisation des effluents

Les bilans de fertilisation sont joints en annexes.

Respect du programme d'action régional sur les nitrates :

Allongements des périodes d'interdiction d'épandage pour les fertilisants de type II pour la Bretagne,

Culture principale	Type d'effluents	BRETAGNE : période d'interdiction d'épandage
cultures dérobées et prairies de moins de six mois implantées en fin d'été ou à l'automne	Type II	1 <sup>er</sup> septembre au 31 janvier *
maïs	Type I	1 <sup>er</sup> mai au 15 janvier inclus
	Type II	1 <sup>er</sup> juillet au 15 mars inclus **
prairies implantées depuis plus de six mois (dont prairies permanentes, luzerne)	Type III	1 <sup>er</sup> septembre au 31 janvier
autres cultures (cultures pérennes, vergers, vignes, cultures légumières, et cultures porte-graines)	Type I	16 novembre au 15 janvier inclus
	Type II	1 <sup>er</sup> octobre au 15 janvier inclus

En outre, il est dorénavant prévu de s'assurer qu'un dispositif de lutte contre les transferts de polluants, de type maillage bocager est bien mis en place, quelle que soit la situation de l'ICPE.

Les dossiers doivent présenter un diagnostic mettant en évidence les risques érosifs et identifiant les parcelles d'épandage sur lesquelles l'implantation de talus, plantés ou non, est nécessaire.

Le diagnostic érosif est décrit dans le plan d'épandage, en conformité avec la doctrine phosphore.

L'érosion des sols :

L'érosion est un phénomène naturel, dû au vent, à la glace et particulièrement à l'eau. Elle peut faciliter ou provoquer des dégâts aux installations ou à la qualité de l'eau. A plus long terme, l'érosion a pour conséquence une perte durable de la fertilité et un déclin de la biodiversité des sols.

Les dispositions du SDAGE : lutter contre l'érosion des sols :

Délimitation de zones dans lesquelles l'érosion diffuse des sols agricoles est de nature à compromettre la réalisation des objectifs de bon état ou de bon potentiel. S'agissant du risque d'émission de phosphore, il est aussi tenu compte de la teneur des sols. Le préfet établit un programme d'actions.

La disposition 3B-1 : Rééquilibrer la fertilisation à l'amont de 14 plans d'eau en Bretagne. Le territoire de ce projet n'est pas concerné. Toutefois, L'objectif poursuivi est le maintien des usages et le respect de la DCE notamment la mesure visant à prévenir les apports de phosphore diffus (mesure 3 B).

Les axes d'amélioration envisagés sont :

- La lutte contre l'érosion des sols
- L'évolution des pratiques agricoles (fertilisation équilibrée, travail du sol,...)

Le diagnostic du risque érosif est représenté par les talus et flèches signalant le sens des pentes.

Le diagnostic a été réalisé par M. MINOZA François – EUREDEN site de BROONS -22250 BROONS.

L'analyse comprend plusieurs critères :

Présence de pente

Niveau de pente

Sens de la pente

Protection du milieu naturel (cours d'eau, . .)

Longueur de parcelle

Nature du terrain

Sol	Teneur argile( %)	Teneur Seuil mo(%)	Stabilité d'origine structurale	Stabilité en présence de mo			
				1% de mo	2% de mo	3% de mo	4% de mo
Sablo-Limoneux	8	0,6	Passable	Stable	Très stable	Très stable	Très stable
Limoneux	15	1,05	Très instable	Très instable	Très instable	Instable	Passable
Limono-Argileux	25	1,75	Instable	Instable	Instable	Passable	Passable
Argileux	50	3,5	Stable	Stable	Stable	Stable	Très stable

**Exemples d'interactions texture-matière organique sur la stabilité structurale**  
(Source : Monnier et Stengel, 1982 inBerville, 2002)

Quelles sont les solutions envisageables pour en réduire les risques ?

Les solutions doivent intégrer trois grands principes :

- diminuer la production des eaux de ruissellement ;
- ralentir le transit des eaux de ruissellement ;
- réduire la charge polluante des eaux de ruissellement, afin de protéger le milieu récepteur.

Les solutions contre le ruissellement et l'érosion en milieu rural :

Pour lutter contre l'érosion, deux approches peuvent être pratiquées, l'une préventive (agronomique), l'autre curative (hydraulique).

Les solutions agronomiques consistent à travailler le sol pour favoriser l'infiltration de l'eau (déchaumage grossier, enrichissement en teneurs en matière organique, implantation de cultures intermédiaires, etc.), permettant ainsi de freiner le ruissellement sur les parcelles.

Dans le cas de pluviométrie intense, les mesures agronomiques ne suffisent pas toujours et une action complémentaire par des aménagements hydrauliques s'impose. Ces aménagements doivent être placés en amont des phénomènes d'érosion et de ruissellement, pour canaliser et stocker l'eau excédentaire (haies, bandes enherbées, fossés, diguettes, bassins de rétention, etc.).

Réduire la pente moyenne d'un versant en le divisant en gradins limite l'érosion. Il faut veiller à ce que la distance entre les talus ne soit pas trop grande afin que l'eau ne puisse pas atteindre une puissance érosive suffisante.



#### 7.4.7.7. Commentaire et analyse des bilans de fertilisation- Non dégradation N et P2O5

Les bilans de fertilisations et PVEF, joints en annexe permettent de justifier que l'exploitation possède suffisamment de surfaces pour gérer les effluents produits que ce soit en azote ou en phosphore.

Les rendements des cultures (blé et Maïs) sont supérieurs aux rendements moyens départementaux. Un tableau récapitulatif des rendements sur 6 ans permet de les justifier (ces rendements annuels sont issus du cahier de fertilisation).

Tableau des rendements entre 2015 et 2020							
Cultures	2015	2016	2017	2018	2019	2020	MOYENNE
Blé Tendre Hiver (qtx)	90	82	90	73	91	65	81,83
Maïs Ensilage (T/MS)	14	14	14	15	14	15	14,33
Luzerne (T/MS)	9	5	10	11	12	10	9,50

Globalement, le diagnostic érosif permet de voir qu'il y a peu de pente sur l'ensemble du plan d'épandage. Le parcellaire est bien regroupé et les parcelles les plus proches de la rivière « le Meu » sont exclues de l'épandage.

Le dossier est en conformité avec la directive nitrate et la doctrine phosphore soit inférieur à 85 u/Ha de SRD Hors zone 3B1 (= 66.9 unités pour ce dossier).

Le bassin versant du MEU n'est pas en zone 3B1, la justification de la non dégradation de l'azote et du phosphore n'est pas nécessaire. Néanmoins, l'augmentation de cheptel, combinée avec l'augmentation de surfaces permet une amélioration des ratios.

#### 9.2 ) Balance globale de fertilisation azotée sur l'exploitation (BGA)

kg d'azote N	sur SAU	par ha	
Apports d'azote	33980	211,2	
dont restitution au pâturage	5591	34,8	
dont épandage N organique	19589	121,8	
dont fertilisation minérale	8800	54,7	
Exportation par les récoltes	39938	248,3	Plafond / ha
Solde BGA (apport-export)	-5959	-37,0	en vigueur
Solde BGA hors légumineuses *	-1337	-8,3	<b>50</b>

#### 10 ) Apports de phosphore et balance globale en phosphore

kg de P2O5	sur SAU	par ha	
Apports de phosphore	10300	64,0	
dont Restitutions pâturage	2265	14,1	
Epannage P organique	8035	50,0	
Fertilisation minérale	0	0,0	
Exportation par les récoltes	14186	88,2	Apport/Export
Solde de la balance phosphore (apport-export)	-3886	-24,2	73%

sur SRD	par ha	Plafond en vigueur
10300	66,9	<b>85</b>

## 7.5. Emissions dans l'air-art 31

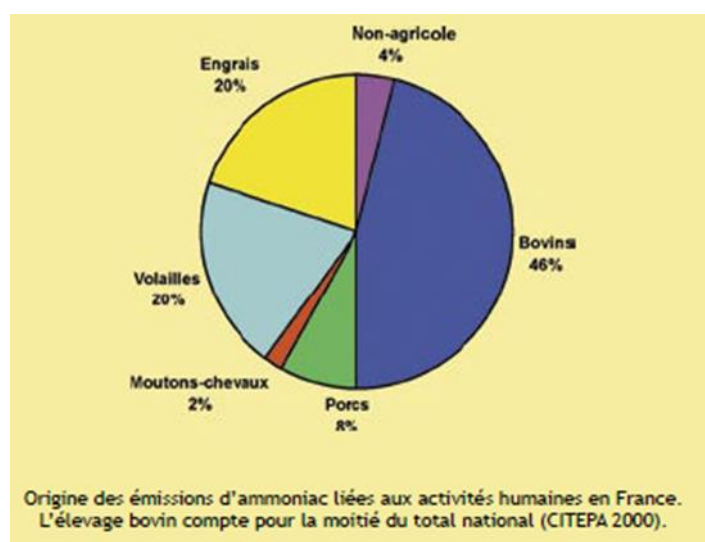
### 7.5.1. Les sources d'odeurs

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances.

Les nuisances olfactives sont les difficultés les plus importantes à prendre en compte sur un élevage.

Les élevages sont susceptibles de dégager des odeurs, qui peuvent être de plusieurs origines :

Les animaux eux-mêmes	}
Les aliments	} quasi permanent.
Les déjections animales :	
lors de leur stockage	}
lors de la reprise avant épandage	} occasionnelles
lors du pâturage	}



En élevage bovin, il n'existe pas de grille de calcul pour l'évaluation quantitative de l'ammoniac libéré. Néanmoins, d'après une étude de l'institut de l'élevage sur les émissions d'ammoniac dans les bâtiments vaches laitières en ventilation naturelle, on peut estimer que les concentrations d'ammoniac varient tout au long de la journée et sont comprises entre 0.5 et 7 ppm. Elles sont sous l'influence de plusieurs paramètres : conditions météorologiques, activités des animaux et de l'éleveur. Compte tenu de ces concentrations et du débit d'air des bâtiments, les émissions varient entre 3 et 8 kg NH<sub>3</sub> par vache et pour 7 mois de stabulation.

Sur l'exploitation du GAEC de la CROIX PIERRE, si on prend une moyenne de rejet de 5.5 Kg de NH<sub>3</sub> par VL, cela nous donne 1100 Kg NH<sub>3</sub> par an pour 200 VL.

### Les principaux points d'émissions sont :

#### ⇒ Au niveau des bâtiments d'élevage :

La majorité des particules primaires et près de la moitié des émissions d'ammoniac des élevages bovins sont produites au bâtiment. Plusieurs facteurs en sont responsables :

### L'alimentation :

Tout d'abord, adapter la ration au plus près des besoins de l'animal minimise les rejets et limite les émissions. Le levier principal reste le taux de protéine. Par exemple, chez la vache laitière, une baisse de la teneur en MAT (matière azotée totale) de la ration de 18 à 12% permet de réduire l'azote des urines d'environ un facteur quatre.

### La gestion des déjections :

L'activité des animaux, l'usage de la litière, la gestion et la composition des effluents peuvent favoriser les émissions d'ammoniac.

### Maîtriser l'ambiance du bâtiment :

Les caractéristiques des bâtiments (taille, type de sol, gestion de l'ambiance),

Eviter les courants d'air qui favorise la volatilisation de l'ammoniac par contact avec les effluents.

### ⇒ Au niveau du stockage :

Le mode de stockage avec ou sans couverture qui augmentent les échanges entre les déjections et l'air libre. En 2010, selon le CITEPA, 25% des émissions d'ammoniac des bovins étaient imputables au stockage.

### ⇒ Au niveau des épandages :

La vitesse d'enfouissement des déjections : <La réduction des émissions d'ammoniac à ce poste dépend de la durée entre l'épandage et l'enfouissement : plus celle-ci est courte, plus la réduction est importante. Au niveau des techniques d'épandage, le recours aux pendillards et aux enfouisseurs permet de diminuer les quantités, respectivement de 10 à 55% et de 40 à 70%. Si le fumier est retourné dans les quatre heures qui suivent l'épandage, les émissions d'ammoniac sont réduites de 90%.

### ⇒ Au niveau du pâturage :

Les différents mécanismes d'émissions au pâturage sont mal connus. La source principale reste l'urine, ou pissat, qui s'infiltre rapidement dans le sol. Excrétés séparément des fèces contenant l'uréase nécessaire à la transformation de l'urée, ces rejets ne contribuent qu'à hauteur de 5 à 10% des émissions d'ammoniac de l'élevage, alors qu'elles représentent plus qu'un quart de l'azote des déjections.

### Les odeurs sur l'élevage

*Les déjections des animaux* : progressivement, la fermentation anaérobie (qui a déjà commencé sous l'influence intestinale) produit un certain nombre de composés odorants qui se mêlent aux odeurs corporelles et à celles des aliments.

*Le bâtiment* qui abrite à la fois les animaux et les déjections : de nombreuses études ont cherché à identifier les différents composants responsables de l'odeur des élevages, à des niveaux de concentrations très faibles. Ces odeurs sont portées par les particules de poussières. Ces odeurs sont

émises vers l'extérieur par la ventilation qui évacue l'air qui après avoir été rejeté par les animaux est chargé en dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). Ces rejets ont lieu de façon continue assurant ainsi une dilution permanente dans l'air ambiant à des concentrations négligeables. Selon le stade physiologique des animaux, les niveaux d'odeurs émis sont différents, du fait d'un taux de ventilation spécifique à chaque stade. De plus, les débits d'odeurs sont supérieurs en été par rapport à la période hivernale.

*Les aires de stockage d'ensilage* peuvent être source d'odeurs (notamment les silos d'ensilage d'herbe lors de la fermentation). Les silos d'ensilage maïs dégagent moins d'odeurs car le produit est beaucoup plus sec au moment de la récolte.

#### **7.5.2. Mesures prises contre les odeurs, les gaz et les poussières sur l'élevage**

Les bâtiments bovins sont suffisamment ouverts pour permettre une ventilation naturelle (on dit ventilation statique).

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées. Les accès à l'élevage permettent de circuler facilement autour des bâtiments.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;

Dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

Les cadavres d'animaux sont d'abord stockés sous une cloche à cadavre, sur l'élevage. Les animaux sont ensuite enlevés par la Société d'équarrissage SECANIM.

L'aire de stockage des ATM (Animaux trouvés morts) et la cloche à cadavre est située au niveau du bâtiment B4. Le camion de collecte des animaux morts n'a donc pas à entrer au cœur de l'élevage.

Les bâtiments et annexes seront maintenus en bon état de propreté. Les molécules odorantes étant essentiellement véhiculées par des particules de poussières, cette mesure est un élément fondamental pour limiter les nuisances olfactives.

Une bonne ventilation permet d'assurer une bonne dispersion des odeurs.

Un bon stockage des aliments en silos étanches, permet d'assurer une bonne alimentation des bovins mais aussi, d'éviter la prolifération de bactéries. Il y a 2 silos d'ensilage d'herbe sur l'exploitation, la récolte de l'herbe fauchée ou de la luzerne se fait après un pré-fanage et est récoltée et stockée dans les silos.

Les aires de circulation étant bien aménagées, le nettoyage est facilité.

Les vents dominants n'entraîneront pas de nuisances olfactives sur le voisinage. Les vents dominants d'Ouest et de Nord Ouest peuvent éventuellement diriger les odeurs vers les habitations. Celles-ci sont

relativement éloignées des bâtiments (environ 200 mètres). Des haies denses et variées ont été implantées depuis quelque années afin de bien intégrer les bâtiments et de couper la diffusion des odeurs vers les habitations. La perception des odeurs fluctue non seulement entre individus (différence de sensibilité olfactive à chaque sujet), mais aussi pour une même personne au cours du temps.

L'intensité odorante varie aussi avec les conditions météorologiques.

### **7.5.3. Mesures prises contre les odeurs liées au lisier avant et pendant les périodes d'épandage**

Les lisiers sont stockés en fosse jusqu'aux périodes d'épandage appropriées en fonction des besoins des cultures. Leur stockage se fera à température modérée dans les bâtiments (en cas de fosse profonde).

Les vaches laitières sont logées en logettes lisier. Le nettoyage des aires d'exercice se fait par hydrocurage c'est-à-dire qu'une vague d'eau d'une puissance suffisante est envoyée sur les aires d'exercice afin de les nettoyer et d'emporter les matières vers les ouvrages de stockage. Toutes les déjections des VL et toutes les eaux de traite et nettoyage du tank sont stockées dans les fosses existantes. La température moyenne extérieure dans la région est de 11° à 12°C. En période estivale, alors que les températures sont plus élevées, les volumes de lisier ou fumier en stock sont faibles, suite aux épandages de printemps.

Les fosses ne seront pas brassées (excepté juste avant l'épandage) afin de favoriser la formation d'une croûte de surface ce qui limite les échanges gazeux et peut contribuer à limiter les émissions CH<sub>4</sub> et de N<sub>2</sub>O produites en fond de fosse.

Les produits ajoutés de type biolisier (en ajout dans les unités de stockages) est aussi un moyen de réduire les odeurs.

L'utilisation d'enfouisseurs sur la tonne permet de réduire considérablement les odeurs

L'enfouissement après épandage avec rampe permet de réduire les nuisances et évite l'évaporation.

Le travail du sol est donc un moyen efficace à la limitation des nuisances

Sur cet élevage, il y a 3 fosses découvertes et enterrées sur le site principal et une sur le site secondaire. Sur ce dernier, sera installée une poche à lisier de 1500 m<sup>3</sup> total.

L'épandage sera réalisé conformément aux périodes d'épandage dans la directive Nitrates. Le pendillard sera privilégié sur les parcelles prévues au plan d'épandage de façon à limiter la diffusion des odeurs et l'évaporation des produits.

## **7.6. Bruits – art 32**

### **7.6.1. Les sources**

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :

- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en db (A)
T < 20 minutes 20 minutes < T < 45 minutes	10 9
DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en db (A)
45 minutes < T < 2 heures 2 heures < T < 4 heures T > 4 heures	7 6 5

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

Description des équipements et dispositif source de bruit

Les élevages agricoles sont susceptibles de générer du bruit en période de jours et en période de nuit.

En nuit, ce sont le chargement des animaux, les livraisons d'aliments, le camion de ramassage de lait, éventuellement alarme de secours, le fonctionnement du groupe électrogène, etc..

En jour, ce sont l'alimentation des animaux, le chargement des animaux, évacuation des effluents,

Les livraisons d'aliments sont réalisées par camions.

Toutes ces activités représentent des mouvements sur le réseau routier :



	Nombre de camions
Enlèvement des Vaches de réforme, veaux de 8 jours	A la demande
livraisons l'aliment	toutes les 3 semaines : 17 camions par an
Enlèvement du lisier et du fumier	190 tonnes à lisier de 20 m3 de Digestat par an ou 80 épandeurs de 12 T par an ou 270 tonnes à lisier de 20 m3 par an pour le lisier bovin
Animaux morts	A la demande
Gestion des déchets (pas de déchets dangereux)	Gestion vers la déchetterie de MERDRIGNAC quand nécessaire déchets ménagers : une fois tous les 15 jours (container collectif)
Main d'œuvre	2 associés + 1 salarié + 1 apprenti + encadrements techniques si besoin + ETA lors des gros travaux des champs (ensilage)

### 7.6.2. Les mesures prises

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les véhicules de transport qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

L'isolation thermique des locaux techniques assurera l'isolation acoustique.

Les véhicules et engins utilisés seront conformes à la réglementation en vigueur.

Les accès aux bâtiments sont facilités et permettent d'éviter les manœuvres de camions. L'usage des engins agricoles sera limité aux périodes diurnes.

## 7.7. Déchets – art 32

### 7.7.1. Les sources et le stockage des déchets à la production

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;

- s’assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d’un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les déchets de l’exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l’environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Les animaux morts de grande taille sont stockés sur une aire spécifique et mis sous cloche en attendant le passage du service de ramassage des ATM. Les déchets sont stockés correctement avant d’être emmenés par l’agriculteur à la déchetterie. Des saches plastiques sont à disposition des éleveurs pour stocker les ficelles, bidons vides de désinfectants, produits lessiviels, biocide...

### 7.7.2. L’élimination des déchets

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.

Les animaux sont donc repris par le camion du centre d’équarrissage. Les bons d’enlèvements d’équarrissage sont tenus à disposition de l’inspection de l’environnement, spécialité installations classées.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l’environnement. Tout ce qui est lié aux déchets ménagers est enlevé une fois par semaine par le circuit de collecte intercommunal.

Les saches de ficelles, bidons vides, produits lessiviels, désinfectants etc... sont ramenées sur les sites agréés « collecteur » pour le réseau ADIVALOR.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l’intermédiaire d’un circuit de collecte spécialisé, faisant l’objet de bordereaux d’enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l’inspection de l’environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.

Les demandeurs possèdent un contrat pour la collecte et le recyclage des produits médicamenteux, y compris les aiguilles usagées lesquelles sont préalablement stockées dans un petit bac jaune. Les aiguilles et produits de soins sont stockés dans des bacs spécifiques et rapportés au groupe vétérinaire.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l’air libre de déchets, à l’exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

Déchets courants, cartons,	Déchetterie
Bidons lessiviels, biocide, ficelles, bâches	Réseau de collecte dans le cadre des reprises par ADIVALOR
Déchets vétérinaires L'élevage peut utiliser des objets à risques (aiguilles, etc..)	Le stockage des aiguilles et flacons est réalisé dans les bidons spécifiques et collectés par le groupe vétérinaire.
Cadavres	Les cadavres sont récupérés à la demande par le camion équarrissage SECANIM
Lutte contre les nuisibles	Contrat dératisation FARAGO

## 8. SIGNATURE DES PETITIONNAIRES



## 9. ANNEXES

- Acte ICPE Existant
- Récépissé de dépôt de Permis de Construire
- Extrait K-BIS (ancien du GAEC)
- Copie du projet de nouveaux statuts du GAEC
- Copie de la déclaration de Puits
- Accord bancaire
- Avis du SDIS sur la DECI
- Plan de Situation de l'exploitation (2 sites)
- Plan de Masse de l'exploitation (2 sites)
- DEXEL : Gestion des stockages avant et après projet
- Conventions d'épandage
  - Avec SVA
  - Avec Breizh Collectif Energies (Méthanisation en projet)
- Liste des parcelles des demandeurs avec mesures anti-érosives
  - PVEF (tableau justificatifs des rendements)
  - Plan d'épandage sur Carte IGN
  - Plan d'épandage sur ORTHOPHOTO